

ROBERT BIBEAU

IMPÉRIALISME ET QUESTION NATIONALE

(Le modèle canadien)

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	6
PROLOGUE	11

SECTION I

L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ	19
NATION ET ÉTAT-NATION COMME CATÉGORIES HISTORIQUES	24
LE DROIT DES NATIONS À DISPOSER D'ELLES-MÊMES	26
INTERNATIONALISATION DES RAPPORTS DE PRODUCTION	29
LA « GAUCHE » OPPORTUNISTE ET NATIONALISTE	32

SECTION II

OPPORTUNISME ET QUESTION NATIONALE AU CANADA	37
PEUPLES ET TERRITOIRE CANADIENS	45
LES NATIONS AU CANADA	48

SECTION III

LA RÉVOLTE PATRIOTE DU BAS ET DU HAUT-CANADA	53
L'ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE	56
LE CHANTAGE À LA SOUVERAINETÉ	58
RAMENONS NOTRE « BUTIN » D'OTTAWA	61
ILS SERONT « MAÎTRES CHEZ-NOUS ! »	63
« ÉGALITÉ OU INDÉPENDANCE »	66
« SOUVERAINETÉ-ASSOCIATION »	68
FIN DU REPARTAGE ET SUITE DU CHANTAGE	71
LE BEAU RISQUE CANADIEN	73
BAROUD D'HONNEUR	76

SECTION IV

INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN	78
PROLÉTARIAT ET PARTI OUVRIER	81
NOTES	85

RÉSUMÉ

Nous vivons à l'ère de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme. L'impérialisme connaît des crises économique, financière, monétaire, politique et militaire et pour survivre les puissances impérialistes guerroient entre elles et agressent les peuples du monde et le prolétariat international.

Quatre alliances internationales majeures se disputent l'hégémonie sur les marchés, sur les sources de matières premières et les zones d'exportation des capitaux en vue de la spoliation de la plus-value ouvrière et l'accumulation de profits.

L'Alliance de coopération de Shanghai dirigée par la Chine et son allié l'Alliance de coopération Eurasiatique (Russie) sont les alliances montantes; l'ALENA, cœur de *l'Alliance atlantique*, dirigée par les États-Unis d'Amérique est en déclin tout comme *l'Union européenne*, dirigée par l'Allemagne et la France (1).

L'ère des révolutions nationales démocratiques bourgeoises, amorcée avec la révolution anglaise (1649) et poursuivie avec la révolution française (1789), puis la révolution chinoise (1949) a pris fin avec la révolution iranienne (1979). La révolution bolchévique (1917) a marqué le début des révolutions socialistes prolétariennes

et le commencement de la fin des révolutions nationales démocratiques bourgeoises.

Depuis la victoire de la révolution iranienne (1979), les luttes de libération nationales ne sont plus que l'exception dans quelques pays néocoloniaux, semi-féodaux et semi-agraires d'Orient et d'Afrique. Ailleurs dans le monde, là où les rapports de production capitalistes prédominent, aucun préalable démocratique bourgeois, nationaliste ou populaire ne s'interpose dans la lutte titanessque entre le travail et le capital, entre le socialisme et le capitalisme.

Le Canada est un pays impérialiste de puissance moyenne totalement intégré à l'*ALENA*, à l'*OTAN* et à l'*Alliance atlantique* en déclin sous l'hégémonie étatsunienne.

C'est dans ce contexte économique, politique, idéologique et militaire mondial que la question nationale en générale et la question nationale canadienne – comprenant la question québécoise – doivent être analysées, expliquées et comprises.

Que ce soit au Canada ou dans tout autre pays à travers le monde, chaque classe sociale a ses propres intérêts à défendre, son propre point de vue à promouvoir et sa propre praxis à favoriser en ce qui a trait à la question nationale.

L'*Acte de l'Amérique du Nord Britannique* (AANB), qui tient lieu

de constitution canadienne depuis 1867, a scellé l'alliance de la bourgeoisie canadienne d'origine britannique et de la bourgeoisie canadienne d'origine française et elle a mis un terme à l'oppression nationale de la nation québécoise. Dans le cadre de l'AANB, les tâches nationales démocratiques bourgeoises furent satisfaites aussi bien au Canada qu'au Québec et dès lors la bourgeoisie québécoise s'arrogea le droit à l'autodétermination jusqu'à et y compris la sécession. Elle s'empara de l'administration de son État-nation et conquist peu à peu le contrôle de son économie nationale capitaliste marchande, puis capitaliste industrielle, puis capitaliste financière.

À partir de 1945 environ, la bourgeoisie québécoise remit en cause le partage des dividendes tirés de l'exploitation des ressources, de la force de travail et des revenus fiscaux glanés au Québec. La moyenne bourgeoisie d'affaires et d'industrie (PME), alliée à la petite bourgeoisie cléricale et intellectuelle, imagina la tactique du « chantage à la souveraineté » afin d'obtenir un nouveau partage des revenus fiscaux et des compétences gouvernementales de la part du gouvernement fédéral.

Au cours de la période 1945-1976 la moyenne et la petite-bourgeoise québécoise utilisèrent l'appareil d'État pour doter le « pays du Québec » d'infrastructures économiques, industrielles, de transport et de services sociaux visant à assurer l'exploitation des ressources et de la force de travail dans les meilleures conditions

pour son expansion et pour accueillir les investissements impérialistes, particulièrement ceux d'origine américaine.

Au cours de la période 1976-1995, les mêmes classes ont utilisé l'appareil d'État pour recueillir et administrer le crédit, l'épargne et le capital financier en circulation au Québec afin d'assurer leur intégration de classe dans l'ensemble économique et financier continental nord-américain.

Après avoir cédé pendant cinquante années au «chantage à la souveraineté», suite à trois référendums ayant mené au rejet de projets d'accords constitutionnels les capitalistes monopolistes québécois ont dû se résigner au statu quo constitutionnel.

Présentement les capitalistes monopolistes canadiens – comprenant leur section québécoise – stimulent le chauvinisme national afin d'accaparer les ressources du grand Nord canadien jusqu'au-delà de la terre de Baffin, arrachées aux Premières Nations autochtones et inuit. Ils confrontent leurs amis impérialistes étrangers sur ce terrain.

La classe capitaliste monopoliste canadienne – comprenant sa section québécoise – est fortement préoccupée par les crises économiques, financières, industrielles et militaires qui secouent *l'Alliance atlantique* face à ses concurrents d'Europe et d'Asie (2). La classe capitaliste monopoliste n'a que faire des querelles à

propos du partage des oripeaux nationaux québécois. Aussi, le mouvement nationaliste québécois s'étiole et se fragmente en de multiples sectes et clans plus ou moins pratiquants et orthodoxes.

La classe ouvrière canadienne – comprenant sa section québécoise laissée à elle-même par la trahison des clercs gauchistes, opportunistes et révisionnistes – a cependant été peu contaminée par l'idéologie nationaliste chauvine de la bourgeoisie en faveur d'un Québec fort ou indépendant dans un Canada uni ou fractionné.

La classe ouvrière canadienne comprenant sa section québécois se tient à distance de ces arguties et de cet activisme nationaliste qui ne s'attaquent nullement à la contradiction fondamentale de notre époque, celle qui oppose le travail salarié, socialisé et organisé et le capital privé et anarchique; la contradiction entre les forces productives disponibles mais sous-utilisées, dont le développement demeure entravé par la propriété capitaliste privé des moyens de production gaspillés.

Aucune étape ne se pose en préalable à l'insurrection de la classe prolétarienne. Le parti ouvrier révolutionnaire a pour unique tâche et pour unique programme politique d'organiser la classe ouvrière afin de renverser le pouvoir de la classe capitaliste monopoliste et son système économique, politique et idéologique impérialiste décadent.

PROLOGUE

Les puissances impérialistes poursuivent leur marche inexorable vers la catastrophe économique, la crise financière et la guerre meurtrière. Ou bien la révolution mettra fin aux menaces de conflits nucléaires que profèrent ces puissances ou alors la guerre provoquera la révolution.

La conjoncture internationale a bien changé depuis les années trente. De nouvelles forces impérialistes montent en puissance, d'autres tombent en désuétude. Le camp socialiste est apparu puis il a disparu et le système capitaliste régit aujourd'hui tous les pays, avec parfois, dans certaines contrées néo colonisées, des vellétés d'indépendance, d'authentiques guérillas populaires et des luttes de résistance à l'hégémonie impérialiste.

Malheureusement, bien souvent les gouvernements ou les belligérants de ces pays velléitaires s'appuient sur une alliance impérialiste dans leur résilience contre une alliance concurrente, si bien que ces Partisans ne sortent du joug d'une puissance que pour mieux tomber sous la sujétion d'une autre et ils ne peuvent alors prétendre à une véritable indépendance. Dans son fonctionnement économique, politique et idéologique, le monde présent ressemble à s'y méprendre à celui du siècle précédent.

Dans un ultime effort pour échapper à l'extinction, chaque alliance impérialiste, – **l'Union européenne** regroupée autour de l'Allemagne et de la France, l'**ALENA** dirigée par les États-Unis d'Amérique, la **Communauté économique eurasiatique** commandée par la Russie, ainsi que **l'Alliance de coopération de Shanghai** pilotée par la Chine –, tente d'étendre son aire d'influence, de multiplier le nombre de ses alliés et le nombre de pays néo coloniaux qui lui est inféodé afin d'accroître sa puissance et son marché ou pour retarder l'échéance de sa décadence (3).

Tous les pays membres de ces différentes alliances sont forcés, dans le cours du développement économique et financier impérialiste, d'abolir leurs barrières tarifaires et de démanteler leurs protections douanières, de sacrifier leur autonomie nationale et de répudier peu à peu toute protection légale à l'encontre des flux de capitaux spéculatifs, de marchandises à bas prix ou de main d'œuvre à bon marché.

L'impérialisme hégémonique transforme le monde en un seul et immense marché ouvert et « libre », émasculant ou détruisant les identités claniques, tribales, linguistiques, ethniques et nationales. Ce mouvement s'inscrit dans le processus d'évolution impérialiste inéluctable, que d'aucuns préfèrent appeler la « mondialisation néolibérale », qui s'est amorcé dans l'entre-deux

guerres et qui poursuit inexorablement son expansion et sa décrépitude.

Déjà en 1979 Enver Hodja décrivait cette conjoncture de la façon suivante « Afin de maintenir leur domination sur les peuples, l'impérialisme américain, (...) et les autres puissances impérialistes anciennes ou nouvelles, attisent, partout où ils le peuvent les querelles entre États voisins, ou entre divers groupes sociaux à l'intérieur du pays, puis, dans le rôle de juge ou de défenseur de l'une ou de l'autre partie, ils interviennent dans les affaires intérieures d'autrui et justifient leur présence économique, politique et militaire. Les faits montrent que, lorsque les superpuissances se sont immiscées dans les affaires intérieures des autres peuples, les questions sont restées sans solution, ou que cela a abouti à la consolidation des positions de l'impérialisme. » (4).

À l'époque de l'impérialisme, toutes les prémices de l'organisation socialiste de la production ont atteint leur maturité. Par les cartels, syndicats financiers, trusts et conglomérats industriels et commerciaux multinationaux, le capitalisme organise la production dans des branches industrielles entières. Le système bancaire est concentré à tel point qu'il est déjà transformé en un appareil de contrôle et d'enregistrement de toutes les transactions, et partant, en appareil d'organisation de la production nationale et internationale; tandis que l'exportation du capital financier lie en un tout inextricable l'ensemble de l'économie mondiale et qu'à travers

les cartels et les trusts internationaux se manifestent la possibilité et la nécessité de l'organisation de la production et de la distribution socialisée à l'échelle mondiale.

Cependant, le capitalisme qui a porté les forces productives au point où elles sont définitivement mûres pour leur complète socialisation, entrave et freine en même temps leur développement, empêchant la socialisation véritable et complète des forces productives de la société; c'est la contradiction principale et déterminante de ce système économique et social (5).

On observe que les banques multinationales, devenues des institutions capitalistes d'ampleur mondiale et tenant dans leurs mains l'ensemble du procès de production et de distribution des marchandises et des capitaux, ne sont pas utilisées pour organiser la production à l'échelle nationale et internationale. Ces banques et cartels boursiers sont plutôt devenus une arme entre les mains de quelques magnats du capital financier, entre les griffes de l'oligarchie financière internationale, pour spolier et piller les ouvriers et les peuples du monde, ceux des pays impérialistes ascendants, ceux des pays impérialistes en déclin et ceux des néo-colonies exploitées.

Les cartels internationaux et les multinationales, qui témoignent de la possibilité d'organiser la production à l'échelle internationale, accentuent en réalité l'anarchie de la production, sont

en fait en lutte pour le partage du monde, lutte qui aboutit inévitablement à une succession de crises économiques de surproduction, puis à des guerres impérialistes locales et régionales comme on en voit partout en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique latine.

Les sociétés industrielles, commerciales et financières capitalistes ouvrent des succursales et des filiales et étendent leurs entreprises dans les pays où la perspective de profits leur est le mieux assurée; en cela elles sont multinationales. Mais ces sociétés par le capital dont elles disposent comme par le contrôle qu'elles exercent s'identifient principalement à un État où elles concentrent leur force de réserve, tout en déployant leurs activités dans de nombreux autres pays. Elles s'agrandissent toujours davantage en absorbant, dans leur pays d'origine comme dans les pays où elles déploient leurs activités, les petites et les grandes sociétés locales ou étrangères qui ne peuvent soutenir leur concurrence outrancière. Tout ceci engendre des contradictions au sein du camp impérialiste entre les petits capitalistes (PME) locaux et régionaux dépendants et les monopoles internationaux dominants. L'intérêt de la classe ouvrière est d'aviver ces contradictions internes à l'impérialisme avec le seul et unique objectif de les faire servir au renversement radicale de l'ordre capitaliste décadent.

Les multinationales impérialistes s'appuient fermement sur le contrôle du pouvoir politique (exécutif et législatif), juridique et

militaire de leur État d'origine comme protecteur militaire, comme législateur et procureur, comme investisseur, comme fournisseur de contrats lucratifs. Participer à administrer et à renforcer l'État national capitaliste monopoliste c'est contribuer à consolider le pouvoir des multinationales impérialistes.

Voici que différentes organisations révisionnistes et opportunistes au sein du mouvement ouvrier s'avancent et lancent le mot d'ordre de défendre les nations bourgeoises en déliquescence, la République « démocratique laïc » capitaliste en péril, l'État-nation de droit bourgeois menacé par le développement impérialiste inéluctable. Afin de justifier leur sujétion à une section de la bourgeoisie contre une autre, les révisionnistes et les opportunistes divisent facticement la bourgeoisie nationale en deux camps « irréductibles », celui de la bourgeoisie nationale « indépendante » et celui de la bourgeoisie asservie à l'étranger (compradore). Ils poussent l'ignominie et la trahison jusqu'à proposer l'adhésion à une alliance impérialiste en opposition à une autre, mystifiant le fait que tous les capitaux des différentes alliances impérialistes s'imbriquent les uns dans les autres, que les différentes alliances impérialistes s'entraident dans la répression de la classe prolétarienne et des peuples révoltés, en même temps qu'elles se concurrencent farouchement pour les spolier (6).

De fait, les révisionnistes, les opportunistes et les gauchistes de tout acabit creusent le sillon du chauvinisme national devant le

bataillon national-socialiste fasciste. L'exemple français est pathétique à ce propos. Les ouvriers français sont trahis par les clercs français qui leur prêchent que : a) le peuple français vit en démocratie bourgeoise – dont il est si fier spécifie le clerc de gauche; b) la grandeur de la nation française impérialiste doit être sauvegardée et portée au panthéon du nationalisme chauvin.

Si la gauche le dit renchérit l'ouvrier parisien et que la droite le répète, pense l'ouvrier marseillais, alors pourquoi ne pas voter Front National qui représente l'authentique chauvinisme raciste, nationaliste, guerrier (comme au temps des deux guerres mondiales précédentes et en préparation de la suivante). Le cri de ralliement des intellos bourgeois en faveur du chauvinisme de grande nation impérialiste française constitue une trahison de l'internationalisme prolétarien (7).

Comme pour chacune des guerres précédentes, les sociaux-démocrates, les révisionnistes et les opportunistes militent aujourd'hui pour mobiliser les prolétaires de chaque pays en faveur des intérêts de leurs capitalistes nationaux. Sur les traces de Kautsky, de Trotski et de Boukharine, Thorez, premier secrétaire du Parti Communiste Français (PCF) ne commandait-il pas à tous les ouvriers de travailler dur pour reconstruire l'économie impérialiste française après l'occupation impérialiste allemande et sous l'occupation impérialiste états-unienne (8) ?

Les révolutionnaires de chaque pays devraient pourtant présenter un front uni prolétarien d'opposition irréductible contre toute coalition impérialiste. Ils devraient lutter sans compromis contre leur propre bourgeoisie nationale et transnationale ainsi que pour la sortie de leur pays des alliances impérialistes par le renversement du pouvoir bourgeois et du système capitaliste dans chacun des pays de type néo colonial, capitaliste ou impérialiste.

Seule la révolution prolétarienne permettra à la classe ouvrière et aux peuples de la terre de répudier chacune de ces alliances impérialistes en renversant le pouvoir politique, économique et militaire de sa propre bourgeoisie nationale compradore ou souveraine.

SECTION I

L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

L'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte des classes. Les luttes de libération nationale pour l'émancipation du colonialisme puis du néo-colonialisme sont des manifestations spécifiques de la lutte des classes et s'inscrivent dans la dynamique générale de la lutte des classes.

Chaque classe sociale a sa propre perspective à propos de la question nationale. Chaque classe développe ses propres orientations et sa propre praxis à propos de la « question nationale ».

À l'époque de l'impérialisme, les différentes fractions de la bourgeoisie nationale se soumettent au noyau dominant de leur classe, les capitalistes financiers devenus puissants par la fusion du capital industriel et du capital bancaire. À l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, les classes possédantes passent en bloc dans le camp de l'impérialisme. Il ne saurait exister dans un État impérialiste quelconque une fraction de classe capitaliste nationale opposée à une fraction capitaliste

impérialiste du moins tant que chaque faction bourgeoise capitaliste trouve son compte dans la spoliation du peuple. En période de crise économique ou politique aigüe des dissensions peuvent se manifester et alors différentes factions de la classe dominante se heurtent et rendent l'État bourgeois ingouvernable. Nous sommes alors à l'orée de l'insurrection prolétarienne.

Les luttes de la classe ouvrière sur le front économique – luttes de la classe en soi – pour l'amélioration de ses conditions de vie et la défense des conditions de reproduction de sa force de travail, et la lutte de la classe ouvrière sur le front politique pour la conquête du pouvoir d'État et pour l'hégémonie idéologique et économique de classe – lutte de la classe pour soi – ne doivent jamais être ni confondues ni subordonnées au mouvement de la bourgeoisie national chauvine pour l'hégémonie sur l'appareil d'État et son monopole de la violence légale.

« La bourgeoisie, qui a tout naturellement, au début de tout mouvement national, une position d'hégémonie, qualifie d'action pratique le soutien de toutes les aspirations nationales. Mais la politique du prolétariat dans la question nationale ne soutient la bourgeoisie que dans une direction déterminée, sans jamais coïncider avec la politique de cette dernière. La classe ouvrière soutient la bourgeoisie uniquement dans l'intérêt de la paix nationale (...) dans l'intérêt de l'égalité des droits, afin que la lutte des classes se déroule dans l'ambiance la plus favorable. Aussi les

prolétaires opposent-ils au « praticisme » de la bourgeoisie une politique de principe dans la question nationale, n'accordant jamais à la bourgeoisie qu'un soutien conditionnel. » (9).

Au XVIII^e et au XIX^e siècle le capitalisme industriel s'est développé sur des bases idéologiques, géographiques et économiques nationales dans les pays européens déjà unifiés ou en cours d'unification. Certains États européens ont été constitués de toute pièce à partir de territoires historiquement divisés, puis reconfigurés au gré des guerres impériales de conquête et de rapines.

Le système social capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme a ensuite été exporté et imposé par les puissances coloniales européennes – à la recherche de matières premières, de nouveaux marchés et de force de travail à exploiter – à toutes les contrées de la planète. Sur les continents où aucune frontière formelle et aucun État-nation n'existait, les puissances coloniales ont créé des États-nations regroupant de nombreuses tribus et de multiples ethnies pour les opprimer et les exploiter (**colonies d'exploitation**) sous la gouvernance soit d'une **ethnie autochtone particulière** fournissant la classe capitaliste compradore nationale (Chine, Inde, Indonésie, etc.), soit à travers l'implantation d'une **communauté immigrante venue d'Europe (colonie de**

peuplement) se constituant dès lors en nation dominatrice oppressive des peuples autochtones dans le cadre d'un nouvel État capitaliste (États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Israël, Canada).

Dans tous les pays et territoires où elles n'ont pas fait la jonction avec les luttes prolétariennes anticapitalistes, les luttes de libération nationale ont échoué. Elles se sont enlisées dans le marais du défaitisme, ou encore elles ont dégénéré en guerres tribales, en luttes fratricides interethniques, interraciales ou interreligieuses dirigées par différentes fractions de la bourgeoisie nationale compradore à la solde d'une puissance impérialiste ou d'une autre, de sorte que leur combat anti colonialiste s'est soldé par l'édification de nouveaux États-nations bourgeois capitalistes et néocoloniaux.

Encore aujourd'hui on assiste à ces guerres néocoloniales téléguidées de l'étranger entre divers éléments tribaux, entre différentes communautés ethniques et entre divers groupes nationaux qui servent tous de chair à canon dans de prétendues luttes pour « l'émancipation nationale » ou pour l'autonomie régionale, linguistique, culturelle ou religieuse, alors qu'elles ne sont que des guerres de rapines et de repartage entre une alliance impérialiste contre une autre alliance impérialiste. Les communistes doivent s'opposer à ces guerres pseudo-populaires et dénoncer l'alliance qui attaque, massacre et sacrifie les peuples locaux à ses

intérêts. Quand un véritable soulèvement révolutionnaire populaire aura lieu, il sera facile de le reconnaître : toute la communauté impérialiste et toutes les alliances impérialistes feront l'unanimité pour réprimer ce soulèvement révolutionnaire.

La constitution d'une vaste « amicale » de toutes les classes de la « nation patriotique fraternelle » n'est qu'un leurre, une fraude, car aucune unité n'est possible entre la bourgeoisie impérialiste agressive et ses sous-fifres nationaux compradores et le prolétariat spolié et opprimé. Si au tout début du capitalisme on pouvait parler de la « communauté culturelle » entre la bourgeoisie et le prolétariat; avec le développement du capitalisme à son stade impérialiste, l'aggravation de la lutte des classes a fait voler en éclats la soi-disant communauté d'intérêts nationale de tous les citoyens et citoyennes de la nation, si elle a jamais existé. « On ne saurait parler de « communauté culturelle » d'une nation lorsque les patrons et les ouvriers d'une seule nation cessent de se comprendre mutuellement. De quelle « communauté du sort » peut-il être question quand la bourgeoisie a soif de guerre, tandis que les prolétaires déclarent la guerre à la guerre » (10) ?

NATION ET ÉTAT- NATION COMME CATÉGORIES HISTORIQUES

Une nation est une communauté humaine stable, historiquement constituée, occupant un territoire commun contigu – aux limites connues nationalement et reconnues internationalement, territoire que cette communauté transforme et aménage collectivement et dont par son travail elle tire sa subsistance. Une nation est une communauté humaine partageant une langue et une culture communes (mœurs, coutumes, arts), administrée par des institutions communes ayant le pouvoir d'imposer leurs lois sur cette population et sur ce territoire.

La nation n'est pas simplement une catégorie historique, c'est une catégorie historique d'une époque déterminée, celle de **l'époque du capitalisme ascendant**. Le processus de liquidation du féodalisme et de développement du capitalisme fut en même temps un processus de constitution des **États-nations**. À l'époque du capitalisme primitif, les nations avaient tendance à se grouper. Puis, au stade supérieur subséquent – impérialiste – les nations ont commencé à essaimer, à se disperser; des segments entiers de la nation sont allés à la recherche de leur gagne-pain dans d'autres contrées, les Européens vers l'Amérique du Nord et du Sud, les Asiatiques vers l'Afrique et l'Amérique; quant aux Africains,

d'abord esclaves, ils furent déportés vers l'Amérique puis migrèrent vers l'Europe principalement (11).

Les travailleurs se déplacent sans cesse à l'intérieur du territoire national, parfois multiethnique, ainsi qu'entre les États-nations, à la recherche de leur pitance et de la meilleure offre d'achat pour leur force de travail. Tout ceci atteste que les prolétaires n'ont pas de patrie et qu'ils constituent, tout comme leurs ennemis les grands capitalistes, une classe internationalisée.

L'oppression nationale résulte d'une série de contraintes politiques qui pèsent sur une bourgeoisie l'empêchant de constituer un État-nation démocratique bourgeois, l'empêchant d'accaparer l'usufruit de l'exploitation des ressources naturelles du territoire national, d'exploiter le marché national ou de confisquer la plus-value produite par la classe ouvrière nationale. On ne peut donc séparer l'oppression nationale de la question des attributs et du pouvoir de l'État bourgeois. L'État, quand il est perçu comme l'émanation d'une communauté nationale, protège sa bourgeoisie, laquelle fait alors de l'État bourgeois son instrument privilégié d'oppression et d'exploitation des autres classes de la nation.

LE DROIT DES NATIONS À DISPOSER D'ELLES-MÊMES

Le prolétariat soutient le droit de chaque nation à disposer d'elle-même jusqu'à et y compris la sécession. Soutenir un principe et un droit ne signifie nullement l'utiliser pour fragmenter les forces de la classe ouvrière en plusieurs contingents. La guerre de classe du prolétariat contre la bourgeoisie est une et indivisible. Les questions qui interpellent le prolétariat face à l'option de la sécession nationale sont du type suivant : quels inconvénients sociaux et économiques une telle option entraînera-t-elle pour la classe ouvrière ? Quels avantages la classe ouvrière et le peuple retireront-ils de cette « indépendance » et de cet État bourgeois exploiteur et oppressif ?

« Les larges couches de la population connaissent fort bien, par leur expérience quotidienne, l'importance de liens géographiques et économiques, les avantages d'un vaste marché et d'un vaste État, et elles ne penseront à se séparer que si l'oppression nationale et les frictions nationales rendent la vie commune absolument insupportable et entravent les rapports économiques de toutes sortes. » (12).

Lénine ajoute à propos de la question du **droit des nations à disposer d'elles-mêmes**, que ce soit à l'intérieur d'un grand État confédéral ou d'un petit État national républicain « De toute façon,

le développement du capitalisme se poursuit et se poursuivra, dans un État hétérogène unique aussi bien que dans des États nationaux distincts. Dans tous les cas l'ouvrier salarié subira l'exploitation et, pour la combattre avec succès, il faut que le prolétariat soit étranger à tout nationalisme, que les prolétaires soient pour ainsi dire entièrement neutres dans la lutte de la bourgeoisie des différentes nations pour la suprématie. » (13).

La bourgeoisie nationale dans ses différentes composantes (petite, moyenne ou grande, industrielle, marchande ou financière) revendique le rôle dirigeant dans la lutte nationaliste. Cependant, chaque section de la bourgeoisie ne participe pas de la même manière à la lutte nationale, ni pour les mêmes motifs; et chaque fraction poursuit ses propres objectifs. Le contrôle du marché national est la première école où la bourgeoisie apprend le nationalisme; c'est donc la bourgeoisie marchande et les professionnelles patriotes qui habituellement prennent l'initiative de la lutte pour obtenir plus de contrôle sur l'appareil d'État bourgeois et sur ses budgets afin de les faire servir à leurs intérêts.

La bourgeoisie de la nation opprimée en appelle aux couches « inférieures » de la nation, et invoque à grands cris le « **salut de la patrie en danger** », danger qu'elle déclinera comme suit : danger d'assimilation et de disparition des caractéristiques linguistique et culturelles; danger d'appropriation de la terre par la nation oppressive; danger de spoliation de la plus-value par les capitalistes

de la nation dominatrice; danger de désindustrialisation nationale par la délocalisation des entreprises; danger de faillite financière et monétaire de l'État national bourgeois par l'endettement extravagant. La bourgeoisie de la nation opprimée en appelle au peuple pour qu'il appuie le gouvernement national bourgeois responsable. Non pas responsable devant le peuple, mais responsable devant elle et ses thuriféraires politiques bourgeois siégeant au Parlement ou à l'Assemblée nationale.

Aucune de ces revendications ne concerne la paysannerie qui réclame moins de charges, moins de corvées, moins de taxes et de rente foncière à payer et plus de terre à cultiver; rien dans ces revendications ne concerne les pauvres qui ont déjà commencé à s'agglutiner dans les bidonvilles en attendant de se transformer en prolétaires spoliés de leur plus-value; aucune de ces revendications ne concerne les ouvriers exploités dans les ateliers, les manufactures urbaines et les immenses usines périurbaines.

Le prolétariat devrait-il se mobiliser et se sacrifier pour aider la bourgeoisie nationale à étendre son exploitation sur une plus vaste armée d'ouvriers ? Évidemment non ! Le prolétariat doit combattre farouchement l'exploitation de classe et la dictature de la bourgeoisie et, pour cela, mettre un terme à la politique d'oppression nationale. Ou plus précisément faire en sorte de la rendre impossible et de saper les bases de la lutte inter-nations, inter-ethnies, inter-religions, minant ainsi les bases du chauvinisme

national de façon à empêcher la bourgeoisie d'attiser le nationalisme parmi le peuple ou contre les autres peuples.

La classe prolétarienne s'oppose à l'oppression et aux vexations raciales ou nationales; à l'exploitation de classe; aux restrictions à la liberté de déplacement et d'expression; à la privation des droits électoraux; aux entraves à l'usage de la langue ou à l'accès à l'éducation pour tous; aux atteintes aux libertés démocratiques bourgeoises tels que le droit de tenir des référendums ainsi qu'aux droits de publication et de diffusion; et à toutes autres mesures répressives atteignant les ouvriers autant que la bourgeoisie. Non pas pour soutenir sa bourgeoisie nationale mais simplement parce qu'il est plus facile de mener la lutte de classe révolutionnaire sous des conditions démocratiques bourgeoises que sous les conditions fascistes de domination. Le prolétariat doit tout aussi résolument s'opposer à l'oppression contre les minorités et les communautés ethniques implantées sur le territoire national.

INTERNATIONALISATION DES RAPPORTS DE PRODUCTION

L'impérialisme reproduit à l'échelle internationale le cycle de reproduction élargie de la valeur que l'on retrouve dans chaque État-nation capitaliste avancé. Sous le mode de production

capitaliste, au moment où il a atteint le stade impérialiste de division internationale du travail, certains États-nations, par leur insertion dans **le procès de production des marchandises**, sont transformés en fournisseurs de matières premières non-ouvrées ou semi-ouvrées. D'autres pays sont métamorphosés en fournisseurs d'énergie à bas prix; et plusieurs États-nations sont aménagés en pays ateliers pour la transformation ou la finition de marchandises assurées par une armée de prolétaires sous-payés, producteurs de forte plus-value absolue. Certains pays impérialistes concentrent les industries aux puissantes technologies génératrices de forte plus-value relative; alors que d'autres États-nations s'insèrent dans **le procès de circulation** des marchandises des biens et des services (commercialisation, consommation, monétarisation). Enfin, les pays impérialistes dominants se réservent les services tertiaires et la gestion financière et monétaire de ces grandes alliances économiques. Tout cet enchaînement de processus entraîne le développement inégal des forces productives et des rapports de production d'une région à une autre à l'intérieur de chaque pays ainsi qu'à l'échelle internationale entre les différents pays.

Les capitalistes des pays moins avancés en sont réduits à brader leurs ressources et leur main-d'œuvre nationale afin d'attirer autant d'investissements qu'ils le peuvent. C'est ainsi qu'un ancien Premier Ministre du Québec, Maurice Duplessis, nationaliste fanatique, proclamait que sa province offrait la main-d'œuvre et le

minerai de fer au plus bas prix en Amérique, afin d'attirer les investissements américains sur ses terres.

Trop souvent ce développement économique et industriel inégal et combiné d'une région à une autre et d'un État à un autre est présenté par la bourgeoisie nationaliste comme procédant d'une forme d'oppression nationale alors qu'il est la résultante du développement capitaliste inégal et par bond à l'intérieur de chaque État-nation, entre les États-nations et entre les différentes alliances inter-impérialistes. À titre d'exemple la bourgeoisie nationaliste québécoise n'imaginerait pas accuser la « Nation montréalaise » de coloniser et d'exploiter la « Nation gaspésienne » sous le prétexte que la Gaspésie forme une région sous-développée à l'intérieur de l'ensemble national québécois; de même pour les Maritimes vis-à-vis de l'Ontario et de l'ensemble national canadien.

À l'époque du capitalisme décadent, à l'époque de l'impérialisme en déclin, **la bourgeoisie n'a que le profit pour patrie.** Elle cherche à abolir les frontières nationale, à abattre les contraintes douanières et les barrières tarifaires derrière lesquelles elle avait préalablement accumulé son capital à l'abri de la concurrence étrangère. Aujourd'hui, désirant transporter et transférer ses matières premières et son énergie, ses marchandises et ses services, ses usines et ses capitaux d'un pays atelier à un autre, d'un marché à un autre, d'une néo-colonie à une autre, la classe

capitaliste monopoliste souhaite éliminer toute contrainte au commerce international et à la circulation des capitaux.

Alors que tous les marchés et toutes les sources de matières premières et de main d'œuvre à exploiter ont déjà été partagés, la classe capitaliste monopoliste internationale se bat pour le repartage des marchés mondiaux, des sources de matières premières et d'énergie, des secteurs d'extraction de la plus-value dans les pays-ateliers qu'elle édifie dans les États néocoloniaux soi-disant indépendants, dans des États « souverains » astreints à abolir leurs barrières tarifaires et à accepter les traités inégaux qui leur sont imposés par des alliances militaires agressives (OTAN) et sous la houlette d'une panoplie d'agences, de banques, d'organismes, de fonds et d'institutions internationales de crédit et d'investissements, de contrôle financier, d'oppression et de répression (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation Mondiale du Commerce, Organisation de Coopération et de Développement Économique, SWIFT, etc.).

LA « GAUCHE » OPPORTUNISTE ET NATIONALISTE

Outrecuidante, fourbe, vénale et meurtrière, la classe capitaliste monopoliste lance ses hordes révisionnistes et opportunistes à l'assaut des peuples du monde, à l'assaut du

prolétariat international pour les duper et essaimer ses idées nationalistes réactionnaires. Pourtant, l'histoire ne revient jamais sur ses pas.

Plutôt que de se confronter au système impérialiste et de lutter pour renverser, dans chaque pays impérialiste, ce régime économique et social décadent et la classe qui le défend, véritable responsable de l'accaparement des richesses, de la paupérisation des populations, du désœuvrement et du chômage, des guerres de rapines, de la spoliation des matières premières et de la plus-value ouvrière, les sociaux-démocrates, les révisionnistes, les opportunistes et les nationalistes proposent de revenir en arrière, à l'ancien ordre capitaliste primitif où chaque prolétariat « national » avait le « privilège » d'être opprimé, exploité et spolié dans sa langue d'origine par sa propre bourgeoisie nationale chauvine.

Le nationalisme bourgeois est un stade achevé dans l'évolution des sociétés. Le capitalisme ne va pas mal parce qu'il est « mondialisé » ou encore parce que les frontières nationales s'effondrent et que les monnaies nationales se déprécient. Le monde impérialiste va mal parce qu'il est à la fin de son cycle historique, à la limite des contradictions inéluctables entre le travail socialisé et le capital privé. Les capitalistes se doivent d'estomper les frontières nationales pour placer les ouvriers des différentes nations en concurrence les uns contre les autres et de lancer des guerres aventurières désespérées dans de vaines tentatives de s'accaparer

des ressources, des marchés et surtout des sources de plus-value, ainsi que de profiter d'investissements spéculatifs afin de sauvegarder et perpétuer leur système économique sclérosé.

Lénine soulignait qu'à l'époque de l'impérialisme se forment des alliances internationales de capitalistes qui se répartissent les zones d'exploitation puis se concurrencent pour le repartage du monde. Dans les conditions économiques et politiques actuelles, tout pays où prévalent les rapports de production capitalistes – indépendamment du niveau de développement des forces productives – est partie intégrante du système impérialiste mondial.

C'est une erreur de diviser la classe bourgeoise en section « nationale » et en section « asservie à l'étranger – comprador ». Il est également absolument illusoire de laisser croire à l'existence d'une alliance impérialiste amicale vis-à-vis une autre alliance inamicale, et de choisir un impérialisme ascendant par rapport à un impérialisme acrimonieux et décadent.

Le mouvement révolutionnaire doit avoir une position d'opposition absolue contre toute union impérialiste quelle qu'elle soit. Le mouvement doit lutter pour le renversement du système capitaliste dans chaque pays – État-nation – pris individuellement et dans son ensemble collectivement. Dans le cas d'une guerre ou d'une agression fomentée par une alliance impérialiste contre un

État sous domination d'une alliance impérialiste ennemie, sous prétexte de libérer ce peuple opprimé ou de lui apporter la « démocratie » bourgeoise, les révolutionnaires dénoncent et rejettent cette intervention étrangère, cette intrusion de la soi-disant « communauté internationale » et de ses organisations internationales manipulées par les grandes puissances impérialistes.

De véritables forces insurrectionnelles prolétariennes et populaires ne feront jamais appel aux puissances impérialistes pour bombarder leur peuple et libérer leur pays d'une autre puissance impérialiste et de leur bourgeoisie nationale réactionnaire (14).

Il n'est pas dans l'intérêt de la classe ouvrière de lutter pour le rétablissement de l'ancien mode d'exploitation capitaliste primitif à l'abri des frontières nationales bourgeoises en décrépitude – protégées du commerce international inégal – où chaque État-nation retrouverait sa monnaie nationale, ses capitalistes exploitateurs et sa petite bourgeoisie nationale chauvine. Ce retour en arrière est de toute manière impossible sous l'impérialisme.

Les prolétaires n'ont pas de patrie et ils savent pertinemment qu'il est inutile de tergiverser avec l'ennemi de classe, l'évolution du système impérialiste pousse inexorablement à l'internationalisation des rapports de production comme moyen pour ce mode d'exploitation d'échapper à l'extinction. La classe prolétarienne internationale prend acte de cette évidence et étend sa

lutte de classe à l'ensemble du monde afin de devenir le fossoyeur de ce régime économique et social corrompu dans chaque pays, à commencer chacun par sa propre « patrie ».

Lutter pour la sortie de l'Euro, pour la sortie de L'Union européenne, pour la sortie de l'ALENA, pour la sortie de la Communauté économique eurasiatique, pour la sortie de l'Alliance de Shanghai, pour la sortie de l'OTAN, en laissant croire que l'abandon par un État-nation d'une alliance d'agression règlera quoi que ce soit à la crise de l'impérialisme, à la misère mortifère des peuples, à l'exploitation de la classe ouvrière, à la contradiction meurtrière entre le travail et le capital, c'est mentir aux peuples, aux travailleurs, aux prolétaires, aux partisans révolutionnaires. Ce serait les lancer sur les sentiers d'esbroufes sans issue de la collaboration de classes. Il faut s'extirper du capitalisme pour pouvoir s'évader de ses malversations, de son exploitation et de ses guerres. Hors du socialisme point de salut pour le peuple et pour la classe révolutionnaire des prolétaires (15).

SECTION II

OPPORTUNISME ET QUESTION NATIONALE AU CANADA

Le Parti communiste du Canada (PCC) fut fondé en 1921 après la Révolution bolchévique. Le PCC adhéra à la III^e Internationale communiste et sa ligne politique opportuniste fut maintes fois critiquée par le Bureau Politique de la III^e Internationale. En 1943, au milieu de la Seconde Guerre mondiale, préfigurant la guerre froide et la répression anti-communiste, le PCC, devenu illégal en vertu de la législation canadienne, adopta le nom de Parti ouvrier progressiste (POP).

Le POP, parti opportuniste et national-chauvin, exprima son attachement à la démocratie bourgeoise canadienne « Notre première préoccupation a toujours été, est et sera toujours, de défendre les intérêts nationaux de notre pays le Canada. Nous sommes un produit de la démocratie canadienne », concluait le chef du POP. Il fallait, selon ce parti, favoriser le développement d'un capitalisme national au Canada et dans chacune des provinces du Dominion canadien. En 1952, sous la pression de nationalistes-chauvins québécois, dont Stanley B. Ryerson et Henri Gagnon se firent les parangons, le POP « reconnut » l'existence d'une

« oppression nationale » contre les canadiens-français du Québec et l'existence d'une nation canadienne-française devant jouir du droit à l'autodétermination (16).

Par la suite, toutes les organisations de gauche adoptèrent une variante ou une autre de cette ligne politique opportuniste. Le Parti Communiste du Canada créa le Parti communiste du Québec et le Parti Communiste du Canada (Marxiste-Léniniste) créa le Parti Communiste du Québec (Marxiste-Léniniste) pour satisfaire leur section petite-bourgeoise nationaliste. Il en fut de même pour les différents courants trotskystes qui militèrent pour l'indépendance du Québec et la création d'un État capitaliste bourgeois autonome sur le territoire québécois. Certaines organisations nationales-socialistes proposèrent de mener une guerre de reconquête de l'Abitibi ontarien et de l'Acadie afin de rattacher ces régions au foyer originel de la « race québécoise » que l'ecclésiastique Lionel Groulx appelait la « race canadienne-française créée et voulue par Dieu face au « moloch américain » bâtard et sauvage. » (17).

D'autres organisations opportunistes comme le groupe EN LUTTE et le Parti Communiste Ouvrier (PCO) reconnaissaient l'existence d'une « oppression nationale du peuple québécois » mais refusaient de mener la lutte de classe contre cette oppression jusqu'à et y compris la sécession dans l'intérêt du peuple québécois « opprimé », ce que les petits-bourgeois infiltrés dans le mouvement ouvrier ne manquaient jamais de leur reprocher. La proposition

programmatique du groupe EN LUTTE consistait à faire enchâsser dans une nouvelle constitution canadienne « le principe fondamental de l'égalité absolue des langues et des nations et le droit à l'autodétermination de la nation québécoise » (18).

La position du PCO spécifiait en outre que la nouvelle constitution canadienne « devrait reconnaître aussi une forme d'autonomie régionale pour toute les nationalités de notre pays ». Mais c'est le groupe Union Bolchévique qui se compromet davantage en soutenant la section dissidente québécoise de la classe capitaliste monopoliste canadienne lors de la tenue du premier référendum (1980), poussant son adhésion aux intérêts de cette section des capitalistes jusqu'à s'indigner du « droit de dépenser » du fédéral ainsi que de l'inadéquade répartition des champs de compétence entre les provinces et le gouvernement fédéral décidé par les « Pères bourgeois » anglophones et francophones de la Confédération canadienne. Le porte-parole de la cellule « communiste bolchévique », solidement arrimé aux intérêts de la bourgeoisie québécoise en jacquerie contre ses alliés et amis fédéraux, s'indigna de l'intervention du fédéral honni « dans les champs de juridiction des provinces en niant leurs compétences constitutionnelles » (19). Voici que de soi-disant « bolchéviques » s'offusquaient qu'une faction de la bourgeoisie ne respecte pas la constitution bourgeoise et ils se posaient en redresseurs des torts faits à leurs maîtres capitalistes chauvins québécois. Même Pierre Péladeau, Paul Desmarais, Laurent Beaudoin, Jean Coutu et Charles

Sirois n'en revenaient pas. De quoi ces « marxistes-léninistes » en goguettes se mêlent-ils au milieu de ce chassé-croisé inter-capitaliste.

Pour le prolétariat québécois, section du prolétariat canadien, il importe peu que ce soit le gouvernement fédéral canadien ou le gouvernement provincial québécois qui le pressure et le taxe, puis dilapide ces revenus d'État pour le bénéfice de la classe capitaliste canadienne et de sa section québécoise. C'est ce pouvoir gouvernemental même, fédéral et provincial, de taxer et de dilapider les deniers publics pour le bénéfice des ploutocrates et des oligarques que le prolétariat canadien et québécois souhaitent renverser.

Toutes et chacune de ces cliques opportunistes conclurent qu'il fallait participer aux différents référendums bourgeois et livrer la classe ouvrière aux intérêts de la classe capitaliste canadienne – section québécoise ou section ontarienne –; ou encore « libérer » au préalable la classe ouvrière et le peuple canadien « tout entier » par la prise de pouvoir électoral-pacifiste, ou par une lointaine – très lointaine et hypothétique – insurrection populaire établissant par enchantement la société socialiste sans oppression nationale et sans classes sociales. Mais pourquoi reporter aux calendres grecques l'abolition de l'oppression de la « classe-nation québécoise » (sic), demandaient les petits-bourgeois nationalistes aux représentants de ces organisations opportunistes ?

Rien d'étonnant qu'après la dissolution de ces organisations opportunistes de nombreux militants mystifiés se retrouvèrent en bonne compagnie au sein d'organisations nationalistes bourgeoises chauvines comme le Parti québécois, le Bloc québécois, Québec Solidaire et le Parti Communiste du Québec.

Devant cette trahison par les clercs opportuniste et révisionniste des intérêts de la classe ouvrière canadienne (comprenant sa section québécoise), la classe capitaliste québécoise, section de la classe capitaliste monopoliste canadienne, eut beau jeu d'infiltrer le mouvement ouvrier de ses idées nationalistes-chauvines jusqu'à et y compris les idées nationales-socialistes, ce qui fit dire à certains militants que « Durant les années 1960 on a assisté à la montée fulgurante du mouvement nationaliste québécois, qui pouvait désormais s'appuyer sur une base de masse ouvrière et populaire (...) il fallut peu de temps pour que des forces bourgeoises et petite-bourgeoises en prennent la direction (...) Le PQ au pouvoir (1976) a également adopté un certain nombre de mesures (...) qui ont eu pour effet d'atténuer les effets historiques de l'oppression nationale sur les plans linguistique et culturel (...) » (20).

Nullement troublé par ces allégations, l'analyste poursuit « Historiquement, les marxistes ont toujours considéré que la base de l'oppression d'une nation sur une autre, c'est la négation de son droit à l'autodétermination. À cet égard, la situation du Québec

s'est radicalement transformée (...) Dans les faits, le Québec a tenu deux référendums de sa propre initiative, en 1980 et 1995, lors desquels il a pu déterminer librement son avenir constitutionnel (...) en plus du référendum de 1992 où les Québécoises et Québécois ont rejeté, tout comme le reste des Canadiennes et Canadiens, l'Accord constitutionnel de Charlottetown » et, pour cette fois logique avec lui-même, l'analyste conclut « cela constitue une reconnaissance de facto du droit du Québec à l'autodétermination. » (21).

Si le fondement de l'oppression nationale est la négation du droit à l'autodétermination pour un peuple opprimé et si l'on constate que depuis la Confédération canadienne la bourgeoisie nationale québécoise a toujours détenu le contrôle de très importants leviers économiques, politiques et culturels et qu'elle a toujours possédé le droit de tenir des référendums sur l'avenir constitutionnel du Québec, peu importe qu'elle ait attendu un siècle avant de se prévaloir de ce droit, alors il est légitime de se demander quelle sorte d'oppression nationale subissait la bourgeoisie et la nation québécoise.

Les « communistes » ayant abdiqué leur responsabilité au sein du mouvement ouvrier, la bourgeoisie et les intellectuels petit-bourgeois initièrent le mouvement nationaliste-souverainiste dans lequel toute la coterie des groupes opportunistes jouèrent les meneuses de claques enthousiastes et où l'aristocratie ouvrière tint le rôle de figurant. Pendant une cinquantaine d'années (1945 à

1995), la fraction québécoise de la bourgeoisie canadienne mena une lutte acharnée pour accaparer la part léonine des revenus tirés de l'exploitation du prolétariat québécois et des ressources administrées par l'État bourgeois en sol québécois.

La bourgeoisie québécoise basait son argumentation à propos de l'« oppression nationale » du peuple québécois sur la comparaison avec la situation économique et sociale prévalant parmi la population ontarienne mais jamais sur celle prévalant dans les Maritimes, au Manitoba et en Saskatchewan, ni sur celle vécue par les autochtones, Inuits, métis et acadiens. En effet, une telle comparaison n'aurait jamais permis d'illustrer une forme spécifique d'oppression nationale, sinon celles de toutes et chacune de ces communautés opprimées par la bourgeoisie canadienne et québécoise. Après trois référendums et deux tentatives d'accords constitutionnels (Meech et Charlottetown), le prolétariat canadien et québécois tenant tête aux sirènes nationalistes de gauche comme de droite, la bourgeoisie québécoise se résigna enfin au statut quo constitutionnel. Il ne reste aujourd'hui que quelques reliquats d'organisations opportunistes, nationalistes, racistes, fascistes et réactionnaires pour mener la bataille chauvine du chantage à l'indépendance jusqu'à et y compris la sécession de la « Belle province » bucolique.

Pour conclure, l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, qui tient lieu de constitution canadienne depuis 1867, a scellé

l'alliance de la bourgeoisie canadienne d'origine britannique et de la bourgeoisie canadienne-française avec, pour chaque fraction bourgeoise, l'obtention de pouvoirs étendus sur un territoire national délimité et un partage des pouvoirs résiduels remis à la gouvernance de leurs représentants dans la capitale nationale, qui se situait à Montréal, alors métropole de la puissance capitaliste canadienne ascendante. Ce traité constitutionnel bourgeois assurait la mainmise sur les terres autochtones, inuit, métisses et acadiennes par les deux sections du capital industriel et bancaire canadien oppresseur. La Constitution de 1867 mit fin à l'oppression nationale de la nation québécoise, et fit entrer la classe capitaliste canadienne comprenant sa section québécoise, dans une ère nouvelle où elle gérait désormais l'exploitation des ressources naturelles sur toutes les terres rétrocédées par la Couronne britannique; et assurait l'oppression des peuples autochtones, inuit, métis et acadien; ainsi que la spoliation de la plus-value de la classe ouvrière canadienne y compris sa section québécoise francophone, anglophone et immigrante.

PEUPLES ET TERRITOIRE CANADIENS

Un **peuple** est une communauté humaine stable, historiquement constituée, résidant de façon permanente sur un territoire commun et contigu connu de ce peuple et reconnu par les peuples qui l'entourent. Un peuple est constitué par tous les citoyens et citoyennes résidant dans ce pays, excluant les capitalistes monopolistes nationaux.

Le **peuple canadien** est formé de tous les citoyennes et citoyens – excluant les capitalistes monopolistes – quelle que soit leur origine ethnique, leur langue d'usage ou leur croyance, qui résident de façon permanente sur le territoire canadien nationalement connu et internationalement reconnu.

Les **peuples autochtones** appartiennent aux premières nations venues s'établir en sol canadien. Ce sont tous les autochtones avec ou sans statut qui vivent sur les réserves ou hors réserve, quelles que soient leurs tribus d'appartenance – excluant les représentants de la classe capitaliste monopoliste d'origine amérindienne –.

Le **peuple acadien** est formé des citoyennes et des citoyens canadiens – excluant les capitalistes monopolistes – habitant de façon permanente une zone géographique couvrant l'Acadie

historique (partie du Nouveau-Brunswick, petite partie de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard) où ils sont venus se réinstaller après la déportation britannique de 1755 (le Grand dérangement). Le peuple acadien se caractérise par une langue d'usage, des coutumes et une histoire commune. La Confédération canadienne a été érigée sur l'oppression du peuple acadien, sur la spoliation de ses terres, de sa rente foncière et de sa plus-value ouvrière et jamais la bourgeoisie canadienne et québécoise n'a permis aux acadiens de s'ériger en État-nation sur un territoire autonome et souverain (22).

Le **peuple métis** forme des communautés dans certaines régions de l'Ouest canadien où il s'est constitué au cours du XVIII^e et du XIX^e siècle suite à l'union entre des autochtones et des blancs résidents canadiens. Les métis partagent des mœurs et une histoire communes. Ils vivent parfois dans les réserves amérindiennes, parfois en milieu rural ou urbain.

Le peuple métis a défendu son territoire de résidence et de subsistance et a tenté de se doter d'un gouvernement responsable lors des révoltes métisses du Manitoba et de la Saskatchewan entre 1869 et 1885. Ces révoltes ont été réprimées dans le sang par l'armée et la Police montées canadiennes et les chefs métis ont été exécutés. Le peuple métis n'obtint jamais ni de statut particulier ni de territoire autonome et il ne put se constituer en nation autonome.

Le peuple métis a été dépossédé de ses terres et il subit la même oppression et la même discrimination ethnique que les autochtones du Canada. Sa lutte de résistance populaire se mêle intimement aux luttes nationales autochtones et bénéficie de toute la sympathie et de tout le soutien de la classe ouvrière (23).

Le **peuple québécois** est formé de tous les citoyens et citoyennes – excluant les membres de la classe capitaliste monopoliste – résidant de façon permanente sur le territoire du Québec connu nationalement et reconnu internationalement. Le Labrador, le Nouveau-Brunswick et le Nord-Est ontarien ne font pas partie du territoire québécois et la population qui habite ces régions ne fait pas partie du peuple québécois. La région de l'Ungava à l'extrême nord du Québec, que le gouvernement fédéral a cédée en 1912 au gouvernement provincial québécois lequel y assure depuis des années un certain nombre de services administratifs, judiciaires, policiers, sociaux, éducatifs, hospitaliers et de transport, fait partie du territoire du Québec (24).

L'Ouest de l'île de Montréal et les régions frontalières de l'Estrie et de l'Outaouais font également partie intégrante du territoire de la province de Québec et la population qui y habite fait partie du peuple québécois.

LES NATIONS AU CANADA

Depuis le XVII^e siècle la **nation canadienne** s'est constituée sur le territoire du Canada. La nation canadienne est formée de l'ensemble des citoyens et citoyennes résidant de façon permanente sur le territoire canadien aux frontières nationalement connues et internationalement reconnues. Cette nation est soumise aux lois et règlements du gouvernement canadien et ses concitoyens et concitoyennes partagent une culture commune.

L'État-nation canadien a été érigé entre le XVIII^e et le XIX^e siècle sur les terres spoliées aux premières nations autochtones, aux Inuits et aux métis. La Confédération canadienne de 1867 (Acte de l'Amérique du Nord Britannique), résultat des tractations entre la bourgeoisie canadienne d'origine britannique et la bourgeoisie d'origine canadienne-française, marque la création formelle de ce nouvel État-nation en terre d'Amérique, né sur les bases de l'oppression des premières nations autochtones et inuit, du peuple métis et du peuple acadien (25).

Le Canada, tout comme les autres États nés de la conquête européenne en Amérique, s'est construit dans la violence, l'exploitation, l'oppression et le génocide des premières nations autochtones. Avant la venue des premiers européens, plus d'un million d'autochtones peuplaient les terres canadiennes. Les colons

français et britanniques, par la guerre et les maladies, ont décimé une grande partie de ces populations. Il aura fallu trois siècles (du XVIII^e au XX^e siècle) pour que les nations amérindiennes retrouvent leur niveau démographique d'antan.

Les autochtones des Premières nations vivent une situation extrêmement précaire. Leurs conditions d'existence les confinent à la pauvreté et à la misère.

L'espérance de vie des autochtones est inférieure de huit ans à la moyenne canadienne, tandis que le taux de suicide chez les jeunes y est sept fois supérieur. La mortalité est deux fois supérieure à la moyenne. Leur taux de chômage est trois fois supérieur et leur revenu per capita est deux fois inférieur à la moyenne canadienne. Enfin, cette population jeune a trente ans d'âge moyen.

La majorité des autochtones résident sur des « réserves » – des aires géographiques délimitées auxquelles le gouvernement fédéral a concédé quelques droits et quelques pouvoirs politiques – où ils reçoivent l'assistance financière des gouvernements fédéral et provinciaux et où ils périssent socialement, soumis à un lent génocide culturel.

Quand de nouvelles ressources minières, forestières ou hydrauliques sont découvertes sur les réserves, les gouvernements

et les entreprises multinationales n'hésitent pas à envahir ces territoires pour en exproprier les ressources. Le projet hydroélectrique de la Baie James et celui du Plan Nord en sont des exemples probants (26).

Les autochtones des Premières nations, ceux vivant dans les réserves comme ceux vivant hors des réserves, résistent à l'oppression nationale, à l'exploitation et au génocide culturel. La résistance opiniâtre des Premières nations Mohawks à l'été 1990, celle d'Ipperwash en Ontario et de Gustaffsen Lake en Colombie-Britannique, la résistance des Premières nations Cries et Inuit du Québec contre le Plan Nord de spoliation de leurs terres ancestrales nous rappellent à l'évidence que la résistance des Premières nations est dirigée contre la bourgeoisie impérialiste canadienne comprenant sa section québécoise.

Le prolétariat révolutionnaire et son parti politique de classe doivent forger une alliance solide avec les ouvriers des Premières nations et des communautés métisses dans un grand mouvement de lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie impérialiste canadienne.

La **nation québécoise** s'est constituée le long des rives du Saint-Laurent au cours du XVII^e et du XVIII^e siècle (1608 – 1763) suite à l'occupation et à la colonisation des terres autochtones par

des colons venus de France. Ceux-ci ont constitué une colonie de peuplement où l'on dénombrait en 1763 environ 60 000 individus d'origine française. La conquête coloniale britannique de 1760 (officiellement conclue par le Traité de Paris en 1763 marquant la fin de la guerre de Sept ans en Europe) a été l'événement fondateur de cette nation originellement francophone et catholique (à l'époque l'appartenance religieuse était importante dans la fixation des caractéristiques culturelles d'une nation) (27).

La nation québécoise s'est consolidée dans la vallée du Saint-Laurent, puis ce peuplement original a débordé vers les Appalaches jusqu'à la frontière étatsunienne, sur le pourtour du Saguenay-Lac Saint-Jean, ainsi que sur le plateau laurentien, de la Côte Nord jusqu'à la Baie d'Hudson et l'Ungava, empiétant toujours davantage sur les terres des nations autochtones.

À ce groupe humain homogène s'est greffée, d'abord suite à la Conquête et ensuite à la guerre d'indépendance américaine (1783) une immigration d'environ 70 000 britanniques et de Loyalistes provenant des États-Unis, laquelle a constitué une communauté anglophone et protestante importante (pendant des années la population anglophone fut majoritaire dans la ville de Québec) (28).

Cette nation d'immigrants d'origine européenne, d'abord surnommée « canadienne française », a ensuite été prénommée « québécoise » de par son évolution différenciée des autres groupements humains francophones et catholiques géographiquement dispersés partout au Canada (acadiens, franco-ontariens, franco-manitobains et métis).

La nation québécoise s'est dotée d'institutions qui édictent des lois (Code civil du Québec) et elle administre ses propres institutions scolaires, municipales, culturelles, récréatives, hospitalières, sociales, industrielles, judiciaires et carcérales. Elle partage une langue, des mœurs et une culture communes et cohabite aux côtés d'une forte minorité anglophone (anglo-québécoise) très attrayante pour les communautés ethniques immigrantes au XIX^e et XX^e siècle.

SECTION III

LA RÉVOLTE PATRIOTE DU BAS ET DU HAUT-CANADA

Au XIX^e siècle (1837-1838) les paysans patriotes dans les campagnes et les artisans patriotes dans les villes du Bas et du Haut-Canada se liguèrent et firent feu pour soutenir la revendication d'un gouvernement responsable en faveur de la bourgeoisie commerçante, de la bourgeoisie d'affaires et de la petite bourgeoisie professionnelle du Bas et du Haut-Canada.

En instigant ces soulèvements la bourgeoisie nationale canadienne cherchait à **résoudre la contradiction entre les anciens rapports de production féodaux** – promus au Québec par le clergé grand propriétaire foncier (35 % des terres seigneuriales et 50 % des métayers) et la couche des seigneurs propriétaires (350 familles environ) –; et les nouvelles forces productives marchandes et préindustrielles capitalistes qui tentaient péniblement d'émerger.

N'en déplaie aux patriotes contemporains le soulèvement patriote de 1837 ne cherchait nullement à séparer les colonies canadiennes (Québec, Ontario et Maritimes) de la Couronne britannique, mais plutôt à faire en sorte que leurs gouvernements

provinciaux deviennent responsables auprès de la bourgeoisie canadienne française et anglaise du Bas-Canada autant que de la bourgeoisie canadienne britannique du Haut-Canada, et puissent affecter les ressources de l'État au développement des nouvelles forces productives marchandes et préindustrielles capitalistes nationales.

Après la répression et la défaite de la révolte patriote, le Parlement britannique confia à Lord Durham le soin d'analyser les causes et les objectifs de ce soulèvement aussi bien dans le Haut-Canada britannique agraire et paysan que dans le Bas-Canada francophone agraire, paysan et clérical. Lord Durham constata que l'échec du soulèvement démocratique bourgeois dans le Bas et dans le Haut-Canada avait été provoqué par le retard dans l'évolution des populations paysannes rurales par rapport à la bourgeoisie urbaine canadienne (française et britannique).

Dans son rapport Durham constata que les anciens rapports de production féodaux persistant au Canada (système commercial et services municipaux déficients ou inexistants, parcellisation des terres, sous mécanisation de l'agriculture, production agricole autarcique aux techniques et aux rendements médiocres) ne dégageaient pratiquement aucun surplus pour nourrir le nouveau prolétariat des villes et entravaient l'accumulation du capital marchand et le développement des forces productives industrielles-urbaines-bourgeoises en éclosion, notamment à Montréal et à

Québec (en 1837,seulement 35 manufactures comptaient plus de 25 ouvriers au Québec).

Dans son rapport au Parlement britannique, Lord Durham suggéra donc de transformer la population rurale du Bas-Canada et du Haut-Canada, de lui donner accès à l'éducation, de l'inciter à rompre avec le clergé propriétaire foncier rétrograde, et de s'émanciper culturellement et socialement de façon à soutenir par sa production agricole les forces de l'industrialisation bourgeoise citadine. Malheureusement, le clergé, important propriétaire foncier féodal, et les seigneurs nobles du Bas-Canada (que l'on ne retrouvait pas dans les townships des Cantons de l'Est québécois ni dans le Haut-Canada ontarien) s'objectèrent à cette évolution et présentèrent leur résistance comme une lutte pour le salut national de la –race canadienne-française chrétienne et paysanne, qui s'accroche à la terre sur ce sol américain païen et hostile –. L'Abbé Lionel Groulx, chantre de Franco et de Mussolini, fut le parangon de cette idéologie nationaliste, réactionnaire et chauvine que les nationalistes québécois du XX^e siècle reprennent à leur compte.

La propriété foncière de tenure seigneuriale ne fut abolie qu'en 1852 au Québec. Après cette date la classe féodale des propriétaires fonciers fut dissoute et la terre devint une marchandise capitaliste. Les paysans disparurent et se transformèrent en petits propriétaires fonciers, en travailleurs agricoles ou en prolétaires urbains.

L'ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE (AANB)

Cependant, la métropole britannique souhaitait ardemment cette évolution marchande, préindustrielle et démocratique bourgeoise pour sa colonie canadienne afin d'y exporter son capital, d'écouler ses surplus de marchandises et faire produire à bas salaire, dans le Dominion canadien, un certain nombre de produits à faible composition organique en capital et requérant une main d'œuvre abondante. Après la répression de la révolte patriote, la petite-bourgeoise professionnelle ainsi que la bourgeoise commerçante et industrielle naissante du **Canada-Uni** (Acte d'Union de 1840 à 1867), anglophone et francophone, surent tirer les marrons du feu et, avec le plein accord de la Couronne britannique, elles édifièrent la Confédération canadienne formée au début de cinq territoires provinciaux, laquelle devait plus tard, suite à la rétrocession des terres de la Couronne britannique, regrouper dix provinces et d'immenses territoires autochtones sous protectorat fédéral (29).

L'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (AANB) sanctionna l'édification de la Confédération canadienne. Ce fut le document constitutionnel qui répondait aux nouveaux rapports de

production capitalistes se substituant aux anciens rapports de production féodaux et marchands précapitalistes.

Par l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, la Couronne britannique accorda le gouvernement responsable à la bourgeoisie canadienne (comprenant sa section québécoise francophone et anglophone). Le Gouverneur général et les Lieutenants-gouverneurs provinciaux du Dominion canadien ne conservèrent qu'un rôle symbolique que la petite bourgeoisie nationaliste utilisera des années durant comme polichinelles pour stimuler l'aversion de la population québécoise contre la couronne britannique, mais surtout, contre la grande bourgeoisie d'affaires canadienne (comprenant sa section québécoise) et contre le peuple canadien présenté comme une nation colonisatrice, ce qu'elle était vis-à-vis des autochtones, des Inuits, des acadiens mais non pas vis-à-vis la nation québécoise elle-même colonisatrice.

En 1867, avec l'établissement de la Confédération canadienne, les tâches démocratiques nationales bourgeoises furent satisfaites au Canada et au Québec. Dans le cadre de la Confédération canadienne, la bourgeoisie québécoise obtenait une reconnaissance de fait grâce au partage des champs de compétence gouvernementaux entre le fédéral et les provinces concédant à l'État-nation du Québec suffisamment de pouvoir et de secteurs de gouvernance – agriculture, mines, forêt, pêcheries, éducation, culture, main d'œuvre, partie du système de justice, municipalité,

industrie, pouvoir de taxation, partie du système financier coopératif et transport – pour que la bourgeoisie québécoise soit en mesure de développer des relations marchandes et une économie capitaliste industrielle, puis financière rendant l'indépendance de la province superfétatoire. Voilà la cause profonde des échecs référendaires passés et à venir.

De 1867 à 1967 environ, la question de l'indépendance du Québec ne fut pas soulevée par la bourgeoisie québécoise. En 1982, le rapatriement de la Constitution canadienne formalisa l'indépendance nationale canadienne à la satisfaction de l'ensemble de la grande bourgeoisie monopoliste canadienne comprenant sa section québécoise (30).

LE CHANTAGE À LA SOUVERAINETÉ

Au milieu du XX^e siècle, l'industrialisation du Québec tardait par rapport à la province de l'Ontario voisine mais nullement par rapport aux provinces maritimes ni aux provinces de l'ouest. Ce retard n'était pas imputable à un soi-disant colonialisme « canadien anglais » accablant la nation québécoise francophone, il était la conséquence de la division nationale du travail sur l'immense territoire canadien (9 985 000 km²) soumis au développement capitaliste différencié, par bond et anarchique.

La division du travail entre les provinces membres de la Confédération canadienne a toujours entraîné des inégalités de développement entre les régions, une constante sous le système de production capitaliste. Ainsi, depuis quelques années le développement économique capitaliste avantage les provinces pétrolières et gazières de l'Ouest au détriment des provinces manufacturières de l'Est, comprenant l'Ontario, qui est en cours de désindustrialisation, victime du processus de délocalisation industrielle mondial.

Historiquement, les provinces maritimes « anglophones » ont toujours connu un retard de développement; elles s'appauvrissent et se vident de leur population d'origine britannique depuis fort longtemps; ce phénomène n'est pas le résultat d'une oppression nationale quelconque, mais la conséquence du développement économique inégal, par bond et anarchique sous le capitalisme.

Au Québec, à la fin de la deuxième guerre mondiale les rapports de production entravaient le développement des forces productives industrielles. Les rapports de production datant du capitalisme marchand préindustriel se devaient d'être transformés. Le système scolaire administré par la bourgeoisie nationale québécoise était archaïque : une trop grande partie de la population était analphabète; le système de santé, contrôlé par le clergé

québécois francophone, ne parvenait plus à assurer la maintenance d'une population ouvrière en expansion. Les réseaux de transport étaient désuets (La voie maritime du Saint-Laurent fut construite entre 1954 et 1959 sous la pression de l'impérialisme américain). L'énergie n'était pas disponible en quantité suffisante ni dans toutes les régions de la province dont l'électrification tardait. Le nombre d'ouvriers spécialisés, d'ingénieurs et de cadres était restreint. En conséquence les salaires moyens étaient bas et ne permettaient pas l'épargne et le développement d'un marché domestique suffisamment important pour l'accumulation élargie du capital.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la bourgeoisie québécoise (francophone et anglophone), sa **section industrielle** – industries du bois, du papier, de l'alimentation, du vêtement, de l'énergie, des mines, de l'armement et du matériel de transport –; sa **section d'affaires** – services financiers, banques et assurances – et sa **section de la construction et des transports** commencèrent à prendre assez d'expansion pour aspirer à la transformation des rapports de production marchands et préindustriels, de façon à ce que les nouveaux rapports de production assurent un plus grand développement des forces productives, l'accumulation de la plus-value accrue, la conquête de nouveaux marchés et l'exportation des capitaux.

Tout ce processus réclamait, au dire des capitalistes québécois, un repartage de l'usufruit de **l'exploitation des**

ressources naturelles; un repartage de **la plus-value confisquée** aux travailleurs de plus en plus nombreux; un repartage également des **taxes et des impôts** soutirés au peuple québécois. Ce fut la source du nationalisme chauvin de la classe bourgeoise social-patriote québécoise.

RAMENONS NOTRE « BUTIN » D'OTTAWA

Le mouvement politique bourgeois de revendication pour ce repartage fut amorcé par Maurice Duplessis. Premier ministre de la province de Québec entre 1944 et 1959, Maurice Duplessis imagina une formule métaphorique pour illustrer la volonté nouvelle de la bourgeoisie québécoise en expansion de s'accaparer une plus large part de l'usufruit de la braderie des ressources naturelles, de la spoliation de la plus-value ouvrière et du produit des taxes et des impôts recueillis en territoire québécois.

Duplessis, admirateur de Franco, mena campagne électorale sur le thème « **Ramenons notre butin d'Ottawa** ». Duplessis, au nom de la classe capitaliste québécoise, remit en cause le partage des revenus fiscaux entre le gouvernement fédéral canadien (siégeant à Ottawa) et le gouvernement provincial sous contrôle de la bourgeoisie québécoise (francophone et anglophone) et siégeant à Québec. À cette fin, il présenta cette bataille inter-capitaliste

comme une lutte de toute la nation québécoise contre la nation canadienne oppressive qui ne souhaitait pas lui remettre « son butin » à redistribuer aux riches provinciaux (31).

Duplessis souhaitait se servir des revenus fiscaux récupérés du gouvernement fédéral pour créer les conditions d'expansion de l'industrie capitaliste monopoliste québécoise et améliorer les dispositions d'accueil des capitaux étatsuniens qui connaissaient alors une expansion fulgurante, délogeant la Grande-Bretagne comme première puissance impérialiste investissant au Canada.

Par ses batailles autonomistes Duplessis parvint à « rapatrier » vers le ministère du revenu du Québec une partie des revenus fiscaux fédéraux. Il institua le paiement de nouvelles redevances provinciales sur l'exploitation des ressources naturelles (mines, forêt, pêcheries) et il fit adopter en 1947 la Loi provinciale sur l'impôt des entreprises et en 1954 la Loi provinciale de l'impôt pour les particuliers. Ce fut l'acte fondateur du courant « autonomiste – souverainiste » québécois (32).

ILS SERONT « MAÎTRES CHEZ-NOUS ! »

Après la mort de Maurice Duplessis, à l'élection provinciale de 1960, le Parti libéral de Jean Lesage s'empara du pouvoir au parlement de Québec. Jean Lesage, à la tête d'une confrérie de politiciens bourgeois surnommée « **l'Équipe du tonnerre** », poursuivit la politique de revendication pour le repartage des revenus en faveur de la section québécoise du capital monopoliste industriel et financier canadien.

Pour mener à bien sa « **Révolution bourgeoise tranquille** », Jean Lesage imagina un slogan lapidaire afin d'embrigader toute la nation en faveur des intérêts de la bourgeoisie québécoise ascendante. Il mena l'élection de 1962 pour la nationalisation des entreprises hydroélectriques sous le slogan « **Maîtres chez nous** ». Devenir « maîtres chez nous » signifiait pour la bourgeoisie québécoise que « désormais » elle réclamait une part plus substantielle de l'usufruit de la dilapidation des richesses naturelles ainsi que des miettes que l'impérialisme américain laissait échapper de l'exploitation du prolétariat de la « Belle province ». La « Révolution tranquille » marqua l'ajustement des rapports de production au développement des forces productives industrielles en expansion.

La section québécoise de la classe capitaliste monopoliste canadienne stimula l'esprit chauvin faisant mine de s'indigner de l'exploitation des ouvriers québécois francophones par leurs concurrents capitalistes « anglophones ». Il ne fut évidemment jamais mention de son exploitation du prolétariat francophone, anglophone et immigrant du Québec, ni du fait qu'elle-même spoliait les terres amérindiennes, se partageait les marchés canadiens et que, tout comme leurs concurrents des autres provinces, une partie d'entre eux servait d'entremetteurs – compradores – à l'exploitation impérialiste américaine.

La grande bourgeoisie québécoise parvint ainsi à utiliser le nationalisme chauvin pour consolider et étendre son contrôle exclusif sur tout l'appareil d'État québécois et en faire son principal instrument de développement politique, social, économique et financier. Mais ce faisant, la grande bourgeoisie créait une force dont le contrôle allait bientôt lui échapper.

Le gouvernement de Jean Lesage généralisa l'application de la formule d'« opting out », c'est-à-dire le droit pour le gouvernement provincial de se retirer de tout programme social mis sur pied par le gouvernement fédéral moyennant pleine compensation fiscale. La formule de péréquation par laquelle le gouvernement fédéral redistribue certains revenus fiscaux aux gouvernements provinciaux des régions plus pauvres fut bonifiée à

l'avantage de la bourgeoisie québécoise, des Maritimes et du centre ouest (Manitoba et Saskatchewan).

Les affidés de l'État bourgeois reçurent mission de construire un réseau d'établissements de formation et d'éducation complet, moderne et performant; d'édifier un réseau d'hôpitaux couvrant l'ensemble de la province afin de soigner les travailleurs et de les retourner rapidement au travail; d'échafauder un système de sécurité sociale afin de maintenir en vie l'armée de réserve des chômeurs d'une phase de récession à une période de croissance économique; d'élaborer un réseau de cours de justice et de prisons pour réprimer toute velléité de révolte populaire. Les réseaux de transport furent diversifiés et étendus considérablement jusque dans le Nord pour y recueillir le minerai, raser les forêts et harnacher les rivières pour le bénéfice de la classe capitaliste monopoliste et des impérialistes étrangers.

La presque totalité des entreprises hydroélectriques de la province furent nationalisées de façon à y investir les crédits d'État nécessaires pour assurer un développement industriel harmonisé sur l'ensemble du territoire y compris dans les claims miniers éloignés et les concessions forestières du nord pour le bénéfice des entreprises impérialistes étrangères et canadiennes (y compris québécoises). Toute une couche de grands capitalistes québécois doit son enrichissement à ces investissements gouvernementaux à travers l'entreprise monopoliste Hydro-Québec. L'aménagement

hydro-électrique québécois permit l'implantation de la troisième plus grande concentration mondiale d'alumineries (Alouette, Alcan, Reynolds, Alcoa).

C'est ainsi que l'appareil d'État bourgeois servit d'instrument de consolidation et d'expansion d'une classe de grands capitalistes nationaux qui dans une phase ultérieure deviendront des capitalistes impérialistes à la conquête des marchés mondiaux (Bombardier, Hydro-Québec, Canada Steamship Line, Canam Manac, Domtar, Cascades, Coopérative Fédérée du Québec, Couche-Tard, SNC-Lavalin, CGI, Jean Coutu, Quebecor, Banque nationale, Caisses Desjardins, Industrielle-Alliance, La Capitale, Banque Laurentienne, Fonds de Solidarité du Québec, etc.).

« ÉGALITÉ OU INDÉPENDANCE »

À la faveur de l'élection de 1966, Daniel Johnson, nouveau chef de l'Union Nationale, débouta le parti de Jean Lesage et prit le contrôle de l'appareil d'État québécois. Le consensus ayant été établi au sein de la bourgeoisie québécoise (à laquelle se ralliaient de plus en plus la bureaucratie syndicale, l'aristocratie ouvrière, les employés de l'État et la petite bourgeoisie intellectuelle et d'affaires florissante), Johnson poursuivit la même politique et imagina son propre slogan de ralliement chauvin en faveur des intérêts des

capitalistes monopoliste québécois qu'il galvanisa au cri de « **Égalité ou indépendance** ». Le terme « égalité » résumait les appétits voraces de la section québécoise du grand capital canadien et le terme « indépendance » évoquait la menace que faisaient planer les capitalistes québécois sur l'appareil d'État canadien.

Brandissant ce slogan, la bourgeoisie québécoise menaçait de mobiliser les québécois et les québécoises et de les pousser jusqu'à la sécession afin qu'elle obtienne une plus grande portion de l'usufruit de l'exploitation de ces derniers. Les ouvriers étaient invités à s'enthousiasmer à la perspective de voir les profits et la plus-value extorqués se concentrer entre les mains de la bourgeoisie nationale chauvine. Selon les opportunistes de droite comme de gauche, un ouvrier devait s'enorgueillir d'être exploité par un concitoyen québécois francophone plutôt que par un concitoyen anglophone, à fortiori si celui-ci habite une autre province canadienne.

Évidemment, la bourgeoisie québécoise en cours d'intégration impérialiste mondiale, et cherchant à cette époque des débouchés vers les États-Unis, l'Europe occidentale et l'Amérique du Sud, n'avait pas l'intention de pousser jusqu'à la sécession non plus que de libérer le peuple québécois de l'exploitation impérialiste. Elle ne souhaitait que le repartage des revenus de l'État fédéral sans plus. C'est la tactique du « **chantage à la**

souveraineté ». Chantage oui, sécession non, s'écria la grande bourgeoisie québécoise !

« SOUVERAINETÉ-ASSOCIATION »

À l'élection de 1976, après avoir sérieusement ébranlé le gouvernement libéral de Robert Bourassa par de multiples scandales mis au jour par la Commission d'enquête sur l'industrie de la construction, le Parti Québécois s'installa au contrôle de l'appareil d'État québécois.

René Lévesque, politicien nationaliste précédemment expulsé du Parti Libéral lors d'un schisme entre deux factions de la bourgeoisie, imagina sa propre formule métaphorique, ce fut l'étapisme à l'enseigne de la « **Souveraineté-association** ».

La tactique était la même que précédemment mais mieux articulée. **Première étape** : exacerber le chauvinisme national des francophones afin de liguer cette section du peuple contre toutes les autres sections surnommées « les maudits anglais », un vocable raciste désignant indistinctement les riches, les ouvriers et les pauvres anglophones, les communautés ethniques boudées par l'école catholique francophone ainsi que les Premières nations parquées dans les réserves. **Deuxième étape** : obtenir par cette

machination machiavélique la remise en cause du lien fédéral canadien suite à un référendum. **Troisième étape** : menacer la grande bourgeoisie du reste du Canada de s'accaparer de la totalité des revenus d'État collectés sur le territoire du Québec (souveraineté). **Quatrième étape** : renégocier le partage des revenus fiscaux et des pouvoirs gouvernementaux à l'avantage de leur section de classe à partir d'une position de négociation avantageuse (association).

Alors qu'au cours de la période précédente (1945-1976), l'appareil d'État avait beaucoup servi à créer une assise fiscale étendue et stable visant à mettre en place les conditions modernes d'extraction de la plus-value ouvrière et de reproduction de la force de travail (éducation et formation de la main d'œuvre, système de santé et de sécurité sociale, culture et loisirs, électrification et réseaux de transports), la période débutant en 1976 servit à constituer l'infrastructure administrative de collecte et de gestion de l'épargne populaire et des capitaux d'État afin de soutenir l'expansion de la bourgeoisie impérialiste financière francophone au détriment du peuple.

La petite bourgeoisie se mit résolument au travail sous les ordres de sa classe de tutelle et érigea toute l'infrastructure sophistiquée de gestion des ressources nationales accaparées par l'État au bénéfice du capital financier. À partir de l'appareil étatique la classe capitaliste financière s'empara du contrôle de l'épargne

(Caisse de dépôt et de placement, Régie des rentes du Québec, Société d'assurance automobile, Régie d'assurance maladie, Régie d'assurance agricole, etc.), des ressources naturelles (Hydro-Québec, SOQUIA, SOQUIP, SOQUEM, SGF) et d'une part importante des taxes et des impôts soutirés au peuple québécois pressuré.

La petite bourgeoisie cléricale, syndicale, culturelle et des services, toutes ces sections de classes dépendantes des ressources de « l'État providence » pour survivre, s'abouchèrent aux magistères péquistes et défendirent bec et ongle la radicalisation de la tactique du « **chantage à la souveraineté** ».

En 1980 toute une cabale nationaliste chauvine prépara la campagne référendaire pour « **la souveraineté** » qui n'était en fait qu'un référendum pour accorder à la clique péquiste le mandat de renégocier le partage des revenus et des pouvoirs entre les deux paliers de gouvernement (fédéral et provincial), c'est-à-dire entre deux factions des capitalistes monopolistes canadiens.

La bourgeoisie profita de sa mainmise sur l'appareil d'État pour développer le sentiment national chauvin et promulguer des lois visant à exacerber le sentiment nationaliste bourgeois, lançant des campagnes hystériques à propos de la disparition éminente de la nation québécoise par la minorisation progressive de la communauté francophone, sans égard au fait que déjà en 1960, 80%

de la population québécoise comprenait ou faisait usage du français, et qu'à la fin des années quatre-vingt-dix plus de 90% de la population résidant au Québec comprenait ou faisait usage du français. En 1990, les deux-tiers des entreprises œuvrant au Québec étaient la propriété de capitalistes francophones. Au cours de la période, la proportion d'entreprises de plus de mille employés sous contrôle de capitalistes francophones passa de 28 à 41%, tandis que 57% des actifs des institutions financières au Québec appartenaient à des monopoles financiers québécois. En 2010 près de 75% des salariés québécois bénéficiaient du « privilège » d'être exploités dans leur langue maternelle par des capitalistes monopolistes « de souche ». Où réside le danger d'éradication de la nation québécoise (33) ?

FIN DU REPARTAGE ET SUITE DU CHANTAGE

Jusqu'au premier référendum (1980), la grande bourgeoisie canadienne toléra les revendications et les ultimatums de sa section québécoise et consentit au repartage de l'assiette fiscale et de l'usufruit de la spoliation des matières premières, de l'exploitation des marchés et de la main d'œuvre québécoise. Au moment du premier référendum péquiste réclamant à nouveau le repartage des revenus sous menace de tenir un second référendum

« sécessionniste », la bourgeoisie impérialiste canadienne offusquée mit fin aux tergiversations et aux compromissions.

Elle recruta un juriste québécois, Pierre Elliot Trudeau, redevenu Premier ministre du Canada en 1980, pour faire face à sa faction « sécessionniste » et sa clique péquiste, et pour mettre fin à la surenchère séparatiste.

À compter de ce jour, la position de la grande bourgeoisie impérialiste canadienne, comprenant sa section québécoise, fut la suivante : la section québécoise de la bourgeoisie canadienne devait cesser de remettre en cause le partage de l'exploitation des ressources naturelles, de la plus-value ouvrière et des revenus de l'État fédéral au Québec, ou alors elle était invitée à quitter la fédération, abandonnant ses parts du marché confédéral canadien.

Le Parti Québécois perdit ce premier référendum et il dut mettre une sourdine à son chantage à la souveraineté. La classe ouvrière et le peuple québécois refusèrent de se laisser entraîner comme figurants dans le marigot glauque de la « patrie nationale chauvine en danger ».

Par la suite la grande bourgeoisie impérialiste, comprenant sa section québécoise, rapatria la Constitution canadienne du Royaume-Uni (1982) et profita de l'occasion pour spécifier le partage des pouvoirs entre les paliers provinciaux et fédéral de

gouvernement. Les conditions de modification de la constitution canadienne furent également précisées de telle sorte que le repartage des pouvoirs, des ressources et des revenus fiscaux soit rendu très difficile aussi bien pour le Québec que pour Terre-Neuve qui désirait s'accaparer des revenus pétroliers « off-shore », que pour l'Alberta qui souhaitait une plus grande part des revenus des hydrocarbures, que pour la Colombie-Britannique qui voulait une plus grande part des revenus de l'exploitation des travailleurs de la forêt et des pêcheries, que pour la Saskatchewan qui voulait s'accaparer des redevances sur la potasse. La grande bourgeoisie canadienne comprenant sa section québécoise venait de sonner le glas du chantage à la souveraineté du Québec et de toute autre province canadienne.

LE BEAU RISQUE CANADIEN

En 1984, Brian Mulroney, avocat remarqué, président du monopole minier Iron Ore et chef du Parti Progressiste Conservateur du Canada, prit la tête du gouvernement fédéral et proposa de réconcilier les différentes factions des capitalistes monopolistes canadiens « dans l'honneur et l'enthousiasme ». Le Premier ministre Mulroney proposa aux capitalistes québécois d'accepter de courir « **Le beau risque canadien** » et il proposa au gouvernement péquiste et à la faction bourgeoise qui le soutenait de

cesser de jouer au « chantage à la souveraineté ». En contrepartie il promit une dernière série de concessions constitutionnelles, ce que les nationalistes péquistes acceptèrent dans l'honneur et l'enthousiasme après s'être entredéchirés.

L'Accord du Lac Meech portait sur cinq concessions : 1) reconnaissance dans la Constitution que le peuple québécois forme une société distincte au sein du Canada; 2) octroi d'un droit de veto à chaque parlement provincial sur les changements constitutionnels le concernant; 3) octroi d'un droit de regard du gouvernement du Québec sur la nomination des juges à la Cour suprême du Canada; 4) octroi d'un droit de regard sur l'application des politiques d'immigration en territoire Québécois; 5) extension de la règle de sortie des programmes fédéraux avec pleine compensation fiscale (34).

Une fraction de la grande bourgeoisie impérialiste canadienne, alertée par ces concessions inusitées, fit échouer l'Accord du lac Meech et rappela le Premier ministre Mulroney à l'ordre.

La grande bourgeoisie canadienne et québécoise n'avait pas appelé les Conservateurs de Brian Mulroney au pouvoir pour accorder de nouvelles concessions à la section de la bourgeoisie québécoise en rupture de-banc mais bien pour accomplir ce que les Libéraux rechignaient à réaliser, à savoir, imposer à l'ensemble du

peuple canadien l'Accord de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique (ALENA), accord commercial créant un vaste marché nord-américain assurant l'intégration des économies continentales, objectifs que les mentors péquistes saluèrent frénétiquement.

Les Conservateurs de Mulroney avaient aussi pour tâche d'imposer la taxe sur les produits et services (TPS) afin d'augmenter drastiquement les revenus fiscaux des divers paliers de gouvernements en vue de redistribuer ces revenus aux capitalistes financiers, mesure de transfert du fardeau de la crise économique du capitalisme sur le dos des peuples québécois et canadien, mesure que les nationalistes péquistes appuyèrent vigoureusement.

Cet enchaînement de quatre défaites pour l'a faction nationale bourgeoise, du premier référendum (1980), au rapatriement de la Constitution (1982), suivit de l'Accord du Lac Meech (1987) jusqu'au référendum canadien sur l'Accord de Charlottetown (1992), marqua le chant du cygne de la tactique du « chantage à la souveraineté ».

La presque totalité de la bourgeoisie québécoise comprit l'ultimatum de ses partenaires et concurrents canadiens et se ravisa. L'époque du « chantage à la souveraineté » était révolue; la bourgeoisie québécoise se devait de rentrer dans le rang si elle souhaitait continuer à participer à la grande curée nationale canadienne – plus alléchante que la petite curée québécoise

comprenant à peine 23% de la population et générant moins de 19% du PIB et environ 20% des recettes fiscales transcanadiennes. Le rapatriement de tout le « butin » québécois d'Ottawa aurait fourni une assiette fiscale d'environ 90 milliards de dollars à se partager alors que l'assiette fiscale canadienne était d'environ 400 milliards de dollars (2000). Le calcul était facile pour les ploutocrates impérialistes québécois; le drapeau royaliste à la fleur de lys ne valait pas un tel sacrifice (35).

BAROUD D'HONNEUR

Une fraction de la bourgeoisie d'affaires et de la petite industrie (PME) malmenée par les crises économiques en série, soutenue par la petite bourgeoisie cléricale et culturelle et par l'aristocratie ouvrière dirigée par la bureaucratie syndicale, reprit à son compte la revendication souverainiste. Ce sont eux qui menèrent le combat de revanche pour un deuxième référendum.

Soulevant les passions réactionnaires, émoussant le sentiment étroit d'appartenance culturelle, linguistique et ethnique des québécois francophones soi-disant « de souche » contre les citoyens anglophones en général et ceux issus de l'immigration en particulier et contre les peuples autochtones, cette fraction faillit faire éclater la fédération bourgeoise canadienne. La grande

bourgeoisie, jetant au dernier moment tout son poids dans la balance, fit échouer le projet sécessionniste péquiste (référendum de 1995). Ce qui fit dire à Jacques Parizeau, leader irrédentiste le soir du dévoilement des résultats, que l'échec de son projet corporatiste de classe – dans lequel il avait fourvoyé une partie des travailleurs – était dû « aux puissances d'argent et aux votes ethniques », ce qui était vrai en partie (36).

La propagande chauvine des nationalistes avait repoussé le vote de la population anglophone québécoise, celui des communautés ethniques, celui des Premières nations de même que celui d'une partie de la classe ouvrière québécoise aussi loin que possible du projet corporatiste péquiste.

Pourquoi le prolétariat québécois de diverses origines aurait-il endossé l'investiture de la bourgeoisie d'affaires et d'industrie (PME) et de la petite bourgeoisie bureaucratique en tant qu'exploiteur privilégié et garde-chiourme attitré de l'impérialisme américain et international au Québec ?

SECTION IV

INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

À mesure que s'approfondit la crise économique qui ébranle les puissances impérialistes atlantistes en déclin face à leurs concurrents chinois et russe, la classe capitaliste monopoliste canadienne, membre de l'Alliance atlantique, n'a que faire de ces batailles d'arrière-garde à propos du partage des oripeaux nationaux. C'est sa survie en tant que classe dominante et le salut de son système économique et politique qui sont en jeu.

La classe capitaliste monopoliste canadienne – comprenant sa section québécoise – ne tolère plus cette fronde des petits capitalistes (PME) alliés à la petite bourgeoisie cléricale et culturelle désirant poursuivre ce chantage au repartage et à la souveraineté qui affaiblissent la structure d'État canadienne et québécoise au milieu des tempêtes sociales et économique systémiques présentes et à venir.

Et voici que cette jacquerie de petits capitalistes et de petits-bourgeois nationalistes prétend mieux administrer les ressources de l'État soi-disant pour le bénéfice de l'ensemble de la nation québécoise et que cette union chauvine mousse les avantages de

concentrer taxes et impôts – écumés des poches du peuple québécois – dans le portefeuille de leur gouvernement exclusif à Québec. Mais voilà que l’histoire rattrape ces petits capitalistes prétentieux, les administrations successives du Parti Québécois entre 1976 et 1985, puis de 1994 à 2003 ont démenti cette prétention. La cupidité de la bourgeoisie québécoise, ses activités prévaricatrices et son incapacité à soustraire la province aux lois du développement capitaliste inégal, par bond et anarchique ont été exposées au grand jour. Les péquistes n’ont pas fait mieux que les libéraux, que les unionistes ou que les fédéraux et ils ont ainsi détruit leur espoir d’un jour gouverner et exploiter en exclusivité leur « Pays asservi du Québec ».

Ce que la bourgeoisie impérialiste canadienne – comprenant sa faction québécoise – recherche au Québec, c’est un parti politique de pouvoir qui saura réduire tous les programmes publics de service à la population et de soutien à la reproduction de la force de travail – réduire les dépenses destinées aux prolétaires et aux universitaires qualifiés d’inutiles puisque une partie de l’industrie a déjà délocalisée ses usines vers les pays émergents aux salaires de misère. Le Plan Nord – la nouvelle frontière de spoliation, d’exploitation des ressources et de rapine des terres autochtones – requiert moins d’universitaires que de manœuvres et d’ouvriers spécialisés pour quelques années du moins, le temps de vider la ressource et de l’expédier vers les usines délocalisées des pays

concurrents émergents où se produit la plus-value et la valeur ajoutée.

Le grand capital est international, accumuler la plus-value en exploitant des ouvriers canadiens ou des ouvriers étrangers des régions sous développées n'a aucune importance pour les monopoles. L'argent n'a pas d'odeur se plaisent à dire les puissants milliardaires, faut-il ajouter, qu'il n'a pas de nationalité.

La classe capitaliste monopoliste a besoin d'un parti au pouvoir qui redirigera les crédits gouvernementaux directement dans les poches des entrepreneurs en construction, en direction des monopoles miniers, forestiers et énergétiques, et en direction des banquiers « affamés » dont les profits sont fragilisés et le capital financier mis à mal par les crises économiques en rafales.

Le Parti Conservateur de Stephen Harper remplit déjà ce mandat au niveau fédérale et, si la situation politique se corse davantage, le Nouveau Parti Démocratique pourrait être appelé à la barre comme chaque fois que la grande bourgeoisie a besoin des sociaux-démocrates « ouvriers » pour tromper et démobiliser les ouvriers.

La prolongement de la dispute et de la jacquerie entre diverses factions et options représentant différents segments de la petite et moyenne bourgeoisie québécoise en rupture de-banc n'est

qu'un simple processus d'ajustement des forces entre les nostalgiques du chantage à la souveraineté et les pragmatiques tenants du bradage des ressources sans conditions pourvu qu'ils soient aux commandes de l'appareil d'État, les deux mains dans la caisse pour le bénéfice de leur classe et section de classe (37).

PROLÉTARIAT ET PARTI OUVRIER

Le droit de la nation canadienne, de la nation québécoise et des premières nations autochtones à disposer d'elles-mêmes jusqu'à et y compris la sécession est un droit inaliénable. Ceci ne signifie nullement que les prolétariats canadien, québécois et autochtone souhaitent scissionner, s'isoler et se mettre chacun sous la botte de leur bourgeoisie monopoliste nationale raciste et chauvine. Le résultat des référendums le prouve à l'évidence; le prolétariat canadien, le prolétariat québécois et le prolétariat autochtone sont peu contaminés par les idées nationalistes bourgeoisies réactionnaires malgré la défection des organisations opportunistes de gauche et des révisionnistes (38).

La lutte du prolétariat est une et indivisible, et les prolétariats canadien, québécois et autochtone ont tout intérêt à construire l'unité la plus solide afin qu'ensemble ils renversent la domination capitaliste sur le Canada tout entier.

À l'époque de l'impérialisme stade suprême et terminal du capitalisme, la contradiction antagoniste entre le travail et le capital est le moteur de l'histoire et le seul objectif à l'ordre du jour politique du parti prolétarien dans tous les États où le capitalisme est le système économique dominant. C'est la contradiction principale et déterminante, la seule tâche qui s'impose à la classe qui représente l'avenir de l'humanité. Aucune autre étape démocratique bourgeoise, nationaliste ou populaire, ou de démocratie nouvelle ne s'interpose dans cette lutte titanesque entre la paix et la guerre, entre le socialisme et le capitalisme.

La question nationale démocratique bourgeoise ne saurait être un enjeu pour la classe ouvrière canadienne, ni pour la classe ouvrière québécoise. Elle demeure toutefois un enjeu pour la classe ouvrière des premières nations opprimées.

Bref, l'enjeu fondamental et de long terme pour l'ensemble du prolétariat canadien est de renverser le pouvoir hégémonique de la bourgeoisie canadienne, de s'emparer du pouvoir d'État fédéral, provincial et municipal, d'abolir le capitalisme et d'édifier une société socialiste qui réglera la question nationale autochtone selon les vœux du prolétariat et des peuples autochtones.

Certes quand le prolétariat canadien se sera érigé en classe dominante et se sera emparé de tous le pouvoir d'État, pendant la

période transitoire de transformation profonde des sociétés canadienne, québécoise, autochtone, métisse et acadienne, le prolétariat imposera et maintiendra sa dictature de classe sur les reliquats de la bourgeoisie encore présents dans la société canadienne libérée et émancipée dans le cadre du nouvel État socialiste en voie d'édification et de consolidation.

Il est à prévoir que les différences linguistiques, culturelles, religieuses et ethniques entre les diverses composantes du peuple canadien (francophone, anglophone, communautés issues de l'immigration, Premières nations autochtones, métis, acadien) provoqueront des tensions et des contradictions au sein du peuple. Il reviendra au prolétariat de les traiter et de les résoudre avec justice sur une base non antagoniste, tout en empêchant les reliquats de la bourgeoisie toujours présents au sein de la population de faire évoluer la situation en contradictions antagonistes.

Telle est la mission originale et particulière de la classe révolutionnaire par excellence des temps modernes et la tâche de son Parti, l'organisation de classe du prolétariat canadien, québécois, autochtone, métis et acadien, en appeler à dépasser le cadre étroit, raciste et chauvin de la nation pour construire l'internationalisme prolétarien et ainsi représenter l'avenir d'une humanité délivrée de l'injustice, de l'exploitation, des famines, du chauvinisme, du bellicisme, de la guerre et de la barbarie.

NOTES

- (1) L'Union Européenne, est constituée de 27 pays européens soumis à l'hégémonie de l'Allemagne et de la France partenaires prépondérants. L'ALENA ou Accord de libre-échange nord-américain regroupent les États-Unis, le Canada et le Mexique. La Communauté économique eurasiatique regroupe quelques pays de l'ancienne URSS sous l'hégémonie de la Russie (Kazakhstan, Biélorussie et autres ex-républiques). L'Alliance de coopération économique de Shanghai regroupe sous l'hégémonie de la Chine, non seulement la Russie mais aussi le Kazakhstan, l'Iran et quelques pays aspirants comme le Brésil et l'Inde. etc. que l'on identifie souvent comme le BRIC.
http://fr.wikipedia.org/wiki/Union_europ%C3%A9enne
- (2) Raul Zibechi (2012). *La nouvelle alliance militaro-industrielle entre l'Inde et le Brésil*.
<http://www.pressegauche.org/spip.php?article10054>
- (3) Vincent Gouysse. (2010). *Le réveil du dragon*. 459 pages.
<http://www.marxisme.fr> Vincent Gouysse. (2009). *Crise du système impérialiste mondial*. 230 pages. <http://www.marxisme.fr>
- (4) Enver Hodja (1979). *L'impérialisme et la révolution*. Institut Norman Bethune. Toronto. Page 126.
- (5) L. Ségat (1936). *Principes d'économie politique*. Éditions Sociales Internationales. Paris. 178 pages. <http://www.marxisme.fr>

- (6) « Prenons à bras le corps la question de la nation. Prenons ce qu'il y a de meilleur dans les valeurs et les idéaux républicains. Osons être offensifs avec le drapeau de la laïcité car l'héritage révolutionnaire de 1789. L'édifice du siècle des Lumières, des valeurs universelles et singulières de 1789 nous imposent comme devoir de défendre la République, l'État de droit et du bien-être. ».
<http://www.blogandregerin.fr/> et
<http://les7duquebec.com/2012/03/14/ni-ni-en-syrie-cest-oui-oui-a-sarkozy/>
- (7) Robert Bibeau. (2012). *Le score de marine Le Pen aux élections présidentielles*. http://www.alterinfo.net/LE-SCORE-DE-MARINE-LE-PEN-AUX-PRESIDENTIELLES_a76281.html
- (8) Patrick Kessel. (1980). « *Du parti de Thorez* » à la « *Pensée de Mao* ». Nouveau Bureau d'Édition. Paris. 86 pages.
http://marxisme.fr/download/autres/Du_parti_de_Thorez_a_la_pensee_de_Mao.pdf
- (9) V. Lénine (1969). *Sur la politique nationale et l'internationalisme prolétarien*. Éditions de l'Agence Novosti. Moscou. Page 22.
- (10) J. Staline (1979). *Le marxisme et la question nationale*. Éditions 8 Nëntori. Tirana. Page. 53.
- (11) J. Staline (1979). *Le marxisme et la question nationale*. Éditions 8 Nëntori. Tirana. P. 54.
- (12) V. Lénine (1969). *Sur la politique nationale et l'internationalisme prolétarien*. Éditions de l'Agence Novosti. Moscou. Page 40.

- (13) V. Lénine (1969). *Sur la politique nationale et l'internationalisme prolétarien*. Éditions de l'Agence Novosti. Moscou. Page 42.
- (14) Robert Bibeau (2012) *Le ni-ni en Syrie c'est oui-oui à Sarkozy*. <http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/le-ni-ni-en-syrie-c-est-oui-oui-a-113616>
- (15) Robert Bibeau. (2012). *La fin de la crise économique*. <http://les7duquebec.com/2012/03/07/la-fin-de-la-crise-economique/>
- (16) Serge Gélinas. (2011). *Le mouvement nationaliste en crise*. Le Drapeau Rouge. No 99. Novembre-décembre 2011. Pages 10-11.
- (17) http://fr.wikipedia.org/wiki/Lionel_Groulx
- (18) Pierre Dubuc. (2004). *Le mouvement marxiste-léniniste et la question nationale québécoise*. Association québécoise d'histoire politique. Bulletin d'histoire politique, vol. 13, no 1. Pages 129 - 139.
- (19) Pierre Dubuc. (2004). *Le mouvement marxiste-léniniste et la question nationale québécoise*. Association québécoise d'histoire politique. Bulletin d'histoire politique, vol. 13, no 1. Pages 129 - 139.
- (20) Serge Gélinas (2011). *Le mouvement nationaliste en crise*. Le Drapeau Rouge. No 99. Novembre-décembre 2011. Pages 10-11.
- (21) Serge Gélinas. (2011). *Le mouvement nationaliste en crise*. Le Drapeau Rouge. No 99. Novembre-décembre 2011. Pages 10-11.
- (22) <http://cyberacadie.com/>
- (23) <http://www.francoidentitaire.ca/ouest/texte/T1870.htm>
- (24) http://fr.wikipedia.org/wiki/District_de_l'Ungava

- (25) [http://fr.wikipedia.org/wiki/Actes de l'Amérique du Nord britannique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Actes_de_l%27Am%C3%A9rique_du_Nord_britannique)
- (26) Robert Bibeau. (2011). *Le Plan Nord du gouvernement québécois*.
<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=24778>
- (27) [http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre de Sept Ans](http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_de_Sept_Ans)
- (28) [http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre d'indépendance des États-Unis](http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_d'ind%C3%A9pendance_des_%C3%89tats-Unis) et <http://fr.wikipedia.org/wiki/Loyaliste>
- (29) [http://fr.wikipedia.org/wiki/Acte d'Union 1840](http://fr.wikipedia.org/wiki/Acte_d%27Union_%281840%29)
- (30) [http://fr.wikipedia.org/wiki/Parlement du Royaume-Uni](http://fr.wikipedia.org/wiki/Parlement_du_Royaume-Uni)
 Rapatriement de la constitution canadienne.
[http://fr.wikipedia.org/wiki/Loi de 1982 sur le Canada](http://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_de_1982_sur_le_Canada)
- (31) [http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice Duplessis](http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice_Duplessis)
- (32) « En 1947, le gouvernement québécois décrète un impôt sur le revenu des corporations. Puis, en février 1954, c'est au tour des particuliers. Au début, ce projet est fortement contesté par le gouvernement fédéral. Mais, en janvier 1955, les pourparlers entre les deux premiers ministres, [Louis Saint-Laurent](#) à Ottawa et Duplessis à Québec, aboutiront à une entente. ». Le gouvernement Duplessis accrut également les redevances minières et forestières payées par les multinationales canadiennes et étrangères en sol québécois qui restèrent toutefois bien minimes, à peine 10% des revenus bruts des compagnies minières au Québec. Les taxes chargées aux entreprises sur leur profit, leur chiffre d'affaires ou sur

leur main d'œuvre furent également instituées. Sources :

<http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/collaborations/959.html>

- (33) Serge Gélinas (2011). *Le mouvement nationaliste en crise*. Le Drapeau Rouge. No 99. Novembre-décembre 2011. Pages 10-11.
- (34) http://fr.wikipedia.org/wiki/accord_du_lac_Meech
- (35) http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_du_Qu%C3%A9bec
- (36) Deuxième référendum au Québec.
http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9f%C3%A9rendum_de_1995_au_Qu%C3%A9bec
- (37) Marc Laviolette, Pierre Dubuc. (2012). *François Rebello et le courant des souverainistes non pratiquants*. SPQ Libre. 12.01.2012. « C'est au nom du pragmatisme, nous dit François Rebello, qu'il quitte le Parti Québécois, un parti souverainiste, pour la Coalition Avenir Québec, un parti qui promet aux fédéralistes de ne pas les embêter pendant au moins dix ans avec la menace de la souveraineté. Après avoir remis au vestiaire la seule arme qui a forcé le fédéral à faire des concessions au Québec ».
- (38) Journal de Montréal. (2011). « Une majorité de québécois interrogés se disent fiers d'être canadiens (67%) et québécois (78%). Le soutien à la souveraineté serait en chute libre à 36% environ. Le vote péquiste est passé de 45 % avec Parizeau (1994), à 43% avec Bouchard (1998), à 33% avec Landry (2003), à 28% avec Boisclair (2007) et 35% avec Marois (2008) ». Journal de Montréal. Mardi 1^{er} novembre 2011, page 2.

